

## Gli interventi, le risoluzioni del Congresso e il “Messaggio agli europei”

In questa sezione, a cura di Giordano Altarozzi e Giulia Vassallo, vengono riprodotti in formato digitale l’insieme degli interventi presentati alla seduta inaugurale del Congresso dell’Aja, del 7 maggio 1948, i discorsi pronunciati da Salvador de Madariaga e da Denis de Rougemont alla sessione plenaria di chiusura dei lavori, il 10 maggio, le Risoluzioni adottate e il Messaggio agli Europei redatto dallo stesso de Rougemont.

La selezione dei testi è stata effettuata tenendo conto sia dei temi trattati nei saggi che compongono questo numero della rivista, sia dell’importanza dei contenuti dei singoli interventi, sia della caratura personale dei protagonisti. A quest’ultima ragione, in particolare, va ricondotta la scelta di riportare integralmente anche i contributi di Richard Coudenhove-Kalergi e di Denis de Rougemont. Infine, va precisato che sia gli indirizzi di saluto di Willem A.J. Visser, sia la presentazione di Pieter Kerstens sono stati trascritti per ragioni di completezza, ovverosia con l’intento di offrire la riproduzione integrale della sessione inaugurale dello stesso.

Va precisato inoltre che i testi digitalizzati costituiscono parte del voluminoso *corpus* degli atti del Congresso, *Congress of Europe/Congrès de l’Europe, (May/Mai 1948)*, pubblicato a Strasburgo, dal Consiglio d’Europa, nel 1999.

Per quanto attiene agli aspetti stilistici, è opportuno sottolineare che la scelta del carattere e della formattazione dei testi, dei criteri redazionali adottati, nonché di riprodurre i refusi, ove presenti, risponde all’esigenza di rendere quanto più possibile uniforme all’originale il formato digitale.

Resta infine da sottolineare che, in nota, sono riportate le biografie essenziali dei relatori del Congresso non citati nei saggi che compongono il presente numero.

G. V.

SESSION PLENIERE D'OUVERTURE  
DU VENDREDI 7 MAI 1948 (Après-midi)  
Présidence de M. Kerstens

-----

PLENARY OPENING SESSION  
FRIDAY 7th MAY 1948 (afternoon)  
Mr. Kerstens in the Chair

-----

W.A.J. VISSER<sup>1</sup>. bourgmestre de La Haye.

          Altesse Royales, Monsieur le Président,  
Excellences, Messieurs et Mesdames,

Je tiens à grand honneur d'entamer ici le Congrès de l'Europe et je veux exprimer l'espoir qu'il deviendra un grand succès et qu'il répondra à toutes vos attentes.

L'histoire de l'Europe repose sur deux idées fondamentales, celle de la conservation et celle du progrès. Le progrès c'est le courant de la rivière. le long duquel la vie de l'Europe avance doucement ou bien s'agite courageusement; la conservation et la tradition façonnent le lit de cette rivière où ce mouvement devient possible.

C'est un but élevé qui est poursuivi par les organisations qui collaborent ici, représentant presque tous le pays de l'Europe.

En effet, l'économie nous apprend déjà qu'on ne peut appeler l'autarcie en un sens absolu pour aucun pays une situation idéale ou même une situation possible seulement. Nous pensons maintenant aux difficultés que la Hollande doit surmonter, parce que l'arrière-pays de notre patrie ne compte plus et nous pensons à la position de ces parties de notre royaume qui n'a pas encore été réglée complètement.

Les ports des Pays-Bas et aussi ceux des autres pays du Benelux, si nous regardons plus loin, aussi les ports du Pacte des cinq Puissances, ont le plus grand intérêt dans une cohésion plus étroite. D'ailleurs on doit voir peut-être comme une étape

---

<sup>1</sup> Willem Adriaan Johan Wissner (Beek, 7 marzo 1904 – Leida, 6 novembre 1965), di orientamento cristiano democratico (Christelijk-Historische Unie – CHU), dopo gli studi di diritto intraprese la carriera politica nell'ambito delle amministrazioni locali, ricoprendo la carica di primo cittadino nei comuni di Avereest, Soest e Zeist. Fu infine sindaco dell'Aja dal giugno 1947 al maggio 1949.

première la victoire sur les empêchements dans le mouvement commercial le trafic des personnes et de la valeur monétaire.

Aucun pays et aucune personne ne peut être complètement indépendant. Que veut dire au fond ce mot "indépendant"?

Descartes donne de cette idée la définition qui suit:

"Je qualifie comme indépendant tout ce que n'a besoin de rien d'autre pour exister; ce serait donc Dieu seulement; comme conséquence logique, lui seul existe par lui-même".

Spinoza la définissait presque indentiquement. Il disait en effet: "Indépendant est ce qui est compris en lui-même et n'a pas besoin de quelque chose d'autre pour être compris".

Dans son livre "La révolution des Hordes" José Ortega y Gasset nous apprend, que chez les philosophes plus modernes le pensée de l'indépendance des personnes et des nations n'est pas non plus un principe donnant mesure.

Le problème politique mis à l'ordre pendant votre congrès, il l'indique déjà très nettement en disant:

-2-

"Des nationalismes sont des impasses. Il n'y a pas d'issue de ce côté. Le nationalisme travaille toujours dans une direction opposée au principe nationalisant. La résolution seule de former avec le groupe des peuples de notre continent une grande nation donnera de nouveau à l'Europe une vie nouvelle et vigoureuse. Alors l'Europe pourra croire de nouveau en elle-même et par là, tout naturellement, elle sera plus exigeante pour elle-même et se conformera mieux à une discipline austère.

Feu notre philosophe bien regretté Huizinga disait à raison: "Toute société est fondée sur une confiance réciproque d'être qui pourraient se détruire les uns les autres. Une vie sociale de peuples ou d'états sans confiance mutuelle n'est pas possible. C'est ainsi que la conséquence de l'autonomie absolument nationale conduit à la chimère d'un universalisme politique, qui mène à une extermination mutuelle, à un épuisement réciproque et à un égarement des unités elles-mêmes sur lesquelles cette civilisation repose: les Etats nationaux."

De l'histoire se dégage cette vérité que si nous ne défendons pas ces principes et si nous ne les propageons pas, nous nous mettons dans la situation que Rauschning décrit dans son livre "Die Revolution des Nihilismus" lorsqu'il dit: "Es ist das besonders Gefährliche der doktrinlosen Revolution, dass sie der zur politischen Aktion gewordene Ausdruck eines totalen Nihilismus ist. In Ihrer Voraussetzungslosigkeit, in dem Fehlen letzter Ziele und binderder Motive behrut ihr Wesen der

räumlichen und zeitlichen Grenzenlosigkeit, das der Totalität und Permanenz. Richtungslosigkeit und Grenzenlosigkeit umschreiben die Gefährlichkeit dieser Bewegung. Sie wendet sich gegen alles und findet in nichts ihre Erfüllung”.

C'est à dire: C'est le plus dangereux de la revolution sans doctrine qu'elle est l'expression d'un nihilisme total devenue une action politique. Son existence est fondée en manquant de conditions, d'usages derniers et de motifs impératifs, sur le faisant défaut des bornes dans la place et le temps.

Le caractère périlleux de ce mouvement est situé dans l'absence de direction et de bornes.

Il se tourne contre tout et ne trouve jamais sa réalisation”.

C'est dans l'espoir que votre congrès réussira sous tous les rapports pour la formation et l'organisation de notre vie économique, politique et culturelle que je me déclare heureux d'avoir l'honneur de vous donner souhait de bienvenue dans la Résidence de notre Royaume.

M. LE PRESIDENT<sup>2</sup>. M. le Bourgmestre, Je suis sûr de parler au nom de toutes nos délégations en vous remerciant de votre discours. Et à mon tour, au nom du Comité exécutif, je vous souhaite la bienvenue dans notre milieu.

Your Royal Highnesses, Mylords and Bishops, Your Excellencies, Mylords, Ladies and Gentlemen.

We can I believe safely say that this Congress is a unique occurrence in the development of European history.

The reason for this is not so much the fact that of the so considerably reduced free Europe over twenty different countries are represented here, from Iceland to Greece and from Finland to Portugal.

-3-

It is a more important factor to note that quite a number of former Prime Ministers are gathered here, together with many more former foreign secretaries and other former cabinet ministers, without this congress having any official character, it being the result of entirely nonofficial initiative.

---

<sup>2</sup> Petrus (Pieter) Adrianus Kerstens (Ginneken, 23 agosto 1896 – L'Aja, 8 ottobre 1958), cattolico olandese, ricoprì le cariche di ministro del Commercio e ministro dell'Agricoltura prima di diventare senatore, dal luglio 1946 al luglio 1952. Fu co-fondatore vice-presidente della Lega indipendente per la cooperazione economica (ILEC) e grande sostenitore dell'unificazione europea.

But the most important factor, the really unique characteristic of this conference is that all the various political colours and shades existing in Europe, with the exception of the communist red, are taking part in it in a spirit of cooperation, aiming at one common objective: the promotion of a freely and democratically united Europe.

Little more than a year ago it was largely thought Utopian to bring together socialists, liberals and conservatives, religious believers and freethinkers, big employers, bankers, financiers, economists and trade union leaders, parliamentarians and scholars, military people and artists, under one common denominator, that is to say to bring all those divergent individuals together on a programme of common interest. Today this Utopian ideal has become a fact. One more the idealists have proved to be more practical than the so called practical people.

Need I mention that I do not want to anticipate the final results which we all hope this Congress will yield? What I did want to point out, however, is that the mere possibility of such a great number of prominent men and women of the most varied political and other creeds meeting for the common interest of a more united Europe, with all that this implies is an unique achievement in our history. It will probably be easiest to form an idea of the distance covered if one recalls the first years after the first World War, when the slogan of the right of self-determination of the smaller nations was greatly in vogue in the whole of Europe. Was there among the European thinkers and politicians of those times one who realized, or at least frankly admitted in words and writings that this right of self determination, which implied the inviolable sovereignty, of the smaller nations, would lead inevitably to the disrupting process of strategic, military and economic division, which would enable Hitler to overrun all these small sovereign units one after the other, after the first having undermined them morally and economically?

It is impossible for me to work this out in all its details in this short address, but it will be clear to everybody, who has given due consideration to this matter that this unlimited and sovereign right to self-determination could only lead to the suicidal tendencies of military and economic autarchy, which we have known indeed.

Every country wanted to export so much as was necessary for the maintenance of its standard of living. At the same time every country wanted to exclude as much as possible the imports from abroad, which could be considered as a threat to its own level of prosperity. Are there nowadays any people, who do not realize the absolute folly of such an individual sovereign policy of the various European countries?

But one should not forget that before now no party-leader or minister, in whatever European country, could have opposed these dogma's without having lost authority and position. This fatal circumstance has resulted in Europe, which in many respects still is a great source of scientific, political, cultural and philosophical powers, becoming a hopelessly divided and vulnerable continent with all the characteristics of a civilization, which is doomed to go under. The important question now is, whether one

-4-

has clearly discerned what are the great mistakes in thinking and acting, which occurred in the European development in the period between both World Wars and whether the European nations and their governments will be prepared and able to go back on the errors of their ways and radically to change the trend of their developments.

This Congress will not fail we hope to influence greatly the answering of this question.

Much thought, great efforts and no end persistence have gone into its conception and organization. It came within practical reach, when the principal movements for European unity and cooperation decided to join their efforts and to establish the Joint International Committee of the Movements for European Unity.

But those who performed all this organizational and preparatory work keep well in mind that it would have been of little use if there had not been an ever more rapidly growing and widening response to the cry for co-ordinated action towards unity in our battered and shattered continent.

This great support from all sides has stimulated us. It is my privilege and great honour today to thank you for it and to welcome you all here, in the first place Your Royal Highness, who have so graciously accepted our invitation showing thereby their deep desire to contribute to the renewal of the peace and prosperity of Europe, which is so vital a condition for the restoration of peace and prosperity of the whole world.

Another unique feature of this international Congress is the presence of an official delegate of the Holy See. With great reverence I welcome His Excellency Paolo Giobbe in this special capacity.

Likewise I have great pleasure in welcoming the Netherlands Government in our midst, who by the presence of so many of their

members give us great encouragement as to the aims of this conference.

You will forgive me that I do not extend our heartfelt greetings to each delegate or even to each delegation separately. We are happy to have you all here. We consider it as a sign of good augury to further development of our co-ordinated action that you have felt urged in such great numbers to attend this Congress, disregarding the trouble of having to make a long journey, as is the case with so many of you.

You will likewise forgive me, I am sure, for making one exception, because you will feel proud like me to salute Mr. Winston Churchill.

(Applause).

The reasons for this are obvious. To no single man in Europe do we owe so much, as to him, both in the wider and in the narrower frame of this Conference.

As regards what I call the wider frame, I will be very brief. More competent and authoritative speakers than I am, have recently indicated not only in the same historic building less than two years ago, but also in several other countries, what the great British War Leader has achieved for us all. But for him there would now not to be a Congress of Europe in the same Hall, where

-5-

8 years ago Seyss Inquart publicly took office as the highest representative in Holland of the man who had constituted himself the Führer of Europe.

We come into the narrower frame, when we remember the memorable day also about 8 years ago, when Mr. Churchill with full responsibility as the British Prime Minister offered the French common citizenship with the British, a really bold and great and inspiring idea of statesmanship and foresight, when has so far only reached a very first stage of realization in the Western European Union as concluded a few weeks ago. It may seemed as if that great idea had gone with the wind immediately after it had been announced without having been accepted. But that would have fallen down on fertile soil and would germinate. Well, it has germinated and we ourselves are proof of its rapid growth.

Much more has been done by you Mr. Churchill, to promote our joint action for European unity. You have activated, continually stimulated and inspired us, also by your personal participation and devotion. That is why, high above considerations of party

politics, we felt obliged to offer you the onorary chairmanship of this Congress.

May I then invite you, Sir, to take the chair and to address us.

Mr. WINSTON CHURCHILL. Let me first extend a warm welcome to all who have come together here, and wish them a fruitful result of their labours and discussions.

Since I spoke on this subject at Zurich in 1946, and since our British United Europe Movement was launched in January 1947, events have carried our affair beyond our expectations. This cause was obviously either vital or merely academic. If it was academic, it would wither by the wayside; but if it was the vital need of Europe and the world in this dark hour, then the spark would start a fire which would glow brighter and stronger in the hearts and minds of men and women in many lands. This is what has actually happened.

Great governments have banded themselves together with all their executive power. The mighty republic of the United States has espoused the Marshall Plan. Sixteen European States are now associated for economic purposes; five have entered into close economic and military relationship. We hope that this nucleus will soon be joined by the peoples of Scandinavia, of the Iberian peninsula, as well as by Italy, who should now resume her full place in the comity of nations. All who have worked and tried their best and especially Ministers in responsible office - we must not forget what these difficulties are - like Mr. Bevin, M. Bidault, M. Spaak, and General Marshall and others have a right to feel content with the progress made and proud of what they have done. This is not a movement of parties but a movement of people. There is no room for jealousies. If there is rivalry of parties, let it be to see which one will distinguish itself most for the common cause. No one can suppose that Europe can be united on any party or sectional basis, any more than that any one nation can assert an overweening predominance. It must be all for all. Europe can only be united by the heart-felt wish and vehement expression of the great majority of all the peoples in all the parties in all the freedom-loving countries, no matter where they dwell or how they vote.

We need not waste our time in disputes about who originated this idea of United Europe. There are many valid modern patents. But we may all yield our pretensions to King Henry of Navarre, King of

-6-

France, who, with his great Minister Sully, between the years 1600 and 1607, laboured to set up a permanent committee



representing the fifteen - now we are sixteen leading Christian States of Europe. This body was to act as arbitrator on all questions concerning religious conflict, national frontiers, internal disturbance, and common action against any danger from the East, which in those days meant the Turks. This he called "The Great Design". We are the servants of the Great Design.

This Congress has brought together leaders of thought and action from all the free countries of Europe, Statesmen of all political parties, leading figures from all the churches; eminent writers, leaders of the professions, lawyers, chiefs of industry and prominent trade-unionists - are gathered here. In fact a representative grouping of all the most essential elements in the political, industrial, cultural and spiritual life of Europe has assembled in this ancient hall. And although everyone has been invited in his individual capacity, nevertheless the Congress, and any conclusions it may reach, may fairly claim to be the voice of Europe. It is time indeed that that voice should be raised upon the scene of chaos and prostration, caused by the wrongs and hatreds of the past, and amid dangers which lie about us in the present and cloud the future. We shall only save ourselves from the perils which draw near by forgetting the hatreds of the past, by letting national rancours and revenges die, by progressively effacing frontiers and barriers which aggravate and congeal our divisions, and by rejoicing together in that glorious treasure of literature, of romance, of ethics, of thought and toleration belonging to all, which is the true inheritance of Europe, the expression of its genius and honour, but which by our quarrels, our follies, by our fearful wars and the cruel and awful deeds that spring from war and tyrants, we have almost cast away.

It is indeed fitting that this first Congress of Europe should meet in Holland, which, with her neighbours of the Benelux group, is already leading the way by her example, and for whose hospitality and countenance we express our gratitude. Indeed Benelux that happy novel term is at once a model and a pioneer for our immediate advance.

The movement for European Unity, as our draft Report declares, must be a positive force, deriving its strength from our sense of common spiritual values. It is a dynamic expression of democratic faith based upon moral conceptions and inspired by a sense of mission. In the centre of our movement stands a charter of human rights, guarded by freedom and sustained by law. It is impossible to separate economics and defence from general political structure. Mutual aid in the economic field and joint military defence must inevitably be accompanied step by step with a parallel policy of closer political unity.

It is said with truth that this involves some sacrifice or merger of national sovereignty. I prefer to regard it as the

gradual assumption by all the nations concerned of that larger sovereignty which can alone protect their diverse and distinctive customs and characteristics and their national traditions all of which under totalitarian systems, whether Nazi, Fascist, or Communist, would certainly be blotted out forever.

Some time ago I stated that it was the proud mission of the victor nations to take the Germans by the hand and lead them back into the European family, and I rejoice that some of the most eminent and powerful Frenchmen have spoken in this sense. To rebuild Europe from its ruins and make its light shine forth

-7-

again upon the world, we must first of all conquer ourselves. It is in this way only that the sublime with its marvellous transmutations of material things can be brought into our daily life.

Europe requires all that Frenchmen, all that Germans and all that every one of us can give. I therefore welcome here the German delegation, whom we have invited into our midst. For us the German problem is to restore the economic life of Germany and revive the ancient fame of the German race without thereby exposing their neighbours and ourselves to any rebuilding or reassertion of their military power. United Europe provides the only solution to this two-sided problem and it is also a solution which can be implemented without delay.

(Applause).

It is necessary for the executive governments of the sixteen countries, associated for the purposes of the Marshall Plan, to make precise arrangements. These can apply at present only to what is called Western Europe. In this we wish them well and will give them all loyal support; but our aim here is not confined to Western Europe. We seek nothing less than all Europe. Distinguished exiles from Czechoslovakia, almost all the Eastern European nations, and also from Spain, are present among us. We aim at the eventual participation of all European peoples whose society and way of life are not in disaccord with a charter of human rights and the sincere expression of free democracy. We welcome any country where the people own the Governments, and not the Government the people.

(Applause).

It is not the fault of those who are gathered here to-day, nor of the governments involved in the Marshall Plan or in the Western Union, and least of all the fault of the United States, that the unity of Europe cannot be at present complete. All the

States of the east and South-east of Europe except Greece are constrained to hold aloof from us and most of them are not allowed to express themselves by free democratic electoral processes. We must aim at nothing less than the union of Europe as a whole, and we look forward with confidence to the day when this will be achieved.

I was anxious at first lest the United States of America should view with hostility the idea of a United States of Europe. But I rejoice that the great Republic in its era of world-leadership has risen far above such moods. We must all be thankful as we sit here that the nation called to the summit of the world by its mass, its energies and its power, has not been found lacking in those qualities of greatness and nobility upon which the record of famous States depends. Far from resenting the creation of United Europe, the American people welcome and ardently sustain the resurrection of what was called the Old World, now found in full partnership with the New.

(Applause).

Nothing that we do or plan here conflicts with the paramount authority of a World Organisation of the United Nations. On the contrary I have always believed, as I declared in the war, that a Council of Europe was a subordinate but necessary part of the world organisation. I thought at that time, when I had great responsibility, that there should be several regional councils, august but subordinate, and that these should form the massive pillars upon which the world organisation would be founded in majesty

-8-

and calm. This was the direction in which my hopes and thought lay three or four years ago. To take an example from the military sphere, with which our hard experiences have made us all familiar, the design for world government might have followed the system of three or more groups of armies - in this case armies of peace - under one supreme headquarters. Thus I saw the vast Soviet Union forming one of these great groups. The council of Europe including Great Britain linked with her Empire and Commonwealth, would be another. Thirdly there was the United States and her sisters republics in the Western Hemisphere with all their great spheres of interest and influence. In the mind picture which it was possible to form as victory in war became certain, there was the hope that each of these three splendid groupings of States and nations - whose affairs of course would sometimes overlap, might have settled within themselves a great number of differences and difficulties, which now are dragged up to the supreme world organisation and that far fewer; but also far more potent figures would represent them at the summit. There was also the hope that they would meet not in an

overcrowded tower of Babel, but, as it were, upon a mountain top where all was cool and quiet and calm, and from which the wide vision of the world would be presented with all things in their due proportion. As the poet Blake wrote:

“Above Time’s troubled fountains  
On the great Atlantic mountains  
In my golden house on high”.

To some extent events have moved in this direction, but not in the spirit or the shape which was needed. The western hemisphere already presents itself as a unit. Here at the Hague we are met to help our various Governments to create the new Europe, but we are all grieved and perplexed and imperilled by the discordant attitude and policy of the third great and equal partner, without whose active aid the World Organisation cannot function, nor the shadow of war be lifted from the hearts and minds of men and nations. We must do our best to create and combine the great regional unities which it is in our power to influence, and we must endeavour by patient and faithful service, to prepare for the day when there will be an effective World Government resting upon the main groupings of mankind. Thus for us and for all who share our civilisation and our desire for peace and world Government there is only one duty and watchword. That is the command which should rule us at this Congress. Persevere along all the main lines that have been made clear and imprinted upon us by the bitter experiences through which we have passed. Persevere towards those objectives which are lighted for us by all the wisdom and inspiration of the past: Persevere.

(Applause).

I have the feeling that after the second Thirty Years’ War, through which we have just passed, mankind needs and seeks a period of rest. After all how little it is that all the millions of homes in Europe represented here today are asking. What is it that all these wageearners, skilled artisans, soldiers and tillers of the soil require, deserve, and may be led to demand? Is it not a fair chance to make a home, to reap the fruits of their toil, to cherish their wives, to bring up their children in a decent manner and to dwell in peace and safety, without fear or bullying or monstrous burdens and exploitations, however this may be imposed upon them. That is their heart’s desire. That is what we mean to win for them.

President Roosevelt spoke of the Four Freedoms, but the one that matters most today is Freedom from Fear. Why should all these hardworking families be harassed first, as in by gone times, by

-9-

dynastics and religious quarrels, next by nationalistic ambitions, and finally by ideological fanaticism. Why should they now be regimented and hurled against each other by variously labelled forms of totalitarian tyranny, all fomented by wicked men, building their own predominance upon the misery and subjugation of their fellow human beings? Shall so many millions of humble homes in Europe, aye, and much of its enlightenment and culture, sit quaking in dread of the policeman's knock?

That is the question we have to answer here. That is the question which perhaps we have the power to answer here. After all, Europe has only to arise and stand in her own majesty, faithfulness and virtue, to confront all forms of tyranny, ancient or modern, Nazi or Communist, with forces which are unconquerable, and which if asserted in good time, may never be challenged again.

I take a proud view of this Congress. We cannot rest upon benevolent platitudes and generalities. Our powers may be limited, but we know and we must affirm what we mean and what we want. On the other hand it would not be wise in this critical time to be drawn into laboured attempts to draw rigid structures of constitutions. That is a later stage, and it is one in which the leadership must be taken by the ruling Governments in response no doubt to our impulse, and in many cases to their own conceptions. We are here to lay the foundations upon which the statesmen of the Western Democracies may stand, and to create an atmosphere favourable to the decisions to which they may be led. It is not for us who do not wield the authority of Governments to confront each other or the world with sharply-cut formulas or detailed arrangements. There are many different points of view which have to find their focus. We in Britain must move in harmony with our great partners in the Commonwealth, who, I do not doubt, though separated from us by the ocean spaces, share our aspirations and follow with deep attention our trend of thought. But undue precipitancy, like too much refinement, would hinder and not help the immediate mission, we have to fulfil. Nevertheless we must not separate without a positive step forward.

The task before us at this Congress is not only to raise the voice of Europe as a united whole during these few days. We must here and now resolve that in one form or another a European Assembly shall be constituted which will enable that voice to make itself continuously heard and we trust with ever-growing acceptance through all the free countries of this Continent.

A high and solemn responsibility rests upon us here this afternoon in this Congress of Europe striving to be reborn. If we allow ourselves to be rent and disordered by pettiness and small disputes, if we fail in clarity of view or courage in

action, a priceless occasion may be cast away forever. But if we all pull together and pool the luck and the comradeship, and we shall hand all the comradeship and not a little luck if we are to move together in this way, and firmly grasp the larger hopes of humanity, then it may be that we shall move together into a happier sunlit age, when all the little children who are now growing up in this tormented world, may find themselves not the victors nor the vanquished in the fleeting triumphs of one country over another in the bloody turmoil of destructive war, but the heirs of all the treasures of the past and the masters of all the science, the abundance and the glories of the future.

(Applause).

Ten minute's Interval.

-10-

Mr. RAMADIER in the chair.

M. PAUL RAMADIER<sup>3</sup>. En reprenant notre séance, permettez-moi, Mesdames, Messieurs, de rendre hommage, au nom de tous les membres de ce congrès, à notre président d'honneur, M. Winston Churchill.

Depuis de longues années, l'examen des réalités politiques et économiques l'a conduit à concevoir l'Union européenne comme une nécessité prochaine. Ce sont ses discours de Fulton et de Zurich qui ont imposé cette nécessité à l'attention des peuples et des Gouvernements. C'est lui qui est le véritable initiateur de ce grand mouvement d'opinion qui élève aujourd'hui toutes les armes vers une grande espérance, en une heure où l'angoisse risquerait d'épuiser les volontés.

Il nous a montré encore tout à l'heure qu'un grand dessein ne peut être poursuivi qu'avec un souci constant de la réalité. Sans doute la réalité est mouvante: chaque jour par de nouveaux problèmes, et parfois le problème de hier est l'enverse de celui de demain. C'est le devoir de ceux qui interprètent l'opinion ou dirigent les Etats d'établir des institutions qui survivent aux circonstances passagères. Les fondateurs doivent sentir la profondeur plus ou moins grande des courants et des besoins. Le vrai réalisme est celui qui distingue les platesformes stables et s'appuie sur elles.

---

<sup>3</sup> Paul Ramadier (La Rochelle, 17 marzo 1888 – Rodez, 14 ottobre 1961), giurista, durante la guerra rifiutò di sostenere il regime di Vichy ed entrò nella Resistenza. Nominato primo ministro nel gennaio del 1947, mantenne l'incarico fino al successivo 22 ottobre, formando una coalizione di centro-sinistra. Europeista e federalista, al Congresso dell'Aja gli fu affidata la presidenza della Commissione politica, nell'ambito della quale l'ex premier francese puntò con forza l'accento sulla necessità di superare la regola dell'unanimità e il principio della sovranità nazionale.

Les fondateurs de l'Europe unie peuvent travailler hardiment. Leur oeuvre ne sera pas rejetée aussitôt accomplie. Elle repose sur l'existence d'une civilisation que trois millénaires ont sans cesse enrichie et consolidée. Elle répond à une aspiration profonde, qui a déjà cherché à s'exprimer sous des formes diverses. Mais elle répond surtout aux nécessités politiques et économiques modernes qui écrasent les nations comme, depuis le 17e siècle, furent écrasées les seigneuries du Moyen âge, sinon quand elles surent se fédérer, ainsi qu'il arriva parfois, aux Pays-Bas par exemple. Aujourd'hui, les masses politiques se sont accrues, dans la proportion où croissait la vitesse des circulations. Les pays d'Europe ne maintiendront leur place dans le monde qu'en fondant l'Europe.

L'idée qui fut la grande vision des rêveurs de naguère est devenue le dessein des hommes d'Etat. Sa réalisation n'est plus conçue comme un progrès vers l'extension ou le prestige, mais comme un réflexe de défense, défense politique, défense économique. L'opinion en saisit la gravité et se montre aujourd'hui aussi ardente qu'elle était sceptique hier. C'est à nous qu'il appartient d'alimenter cette ardeur et d'en utiliser toute la chaleur à l'œuvre constructive. Tel est l'objet de ce congrès. Nous devons dégager quelques mots d'ordre simples et pénétrants pour orienter la foi des peuples en même temps que pour l'exalter.

Nous savons aussi que cette Europe vers laquelle s'élèvent nos cœurs ne peut se réaliser par l'effet de la seule foi et que nous devons tenir compte de tous les liens qui déjà nous unissent, entre nous et au reste du monde. La grandeur de l'Europe ne s'est pas fait seulement par l'ingéniosité de l'esprit, la fertilité du sol, l'adresse du travail. Elle est née aussi de l'étendue de nos relations politiques et économiques.

Ainsi l'Europe est devenue, et est restée pour une partie importante du monde, la métropole, la capitale d'où partent les directions. Elle est devenue et elle est restée pour bien des terres lointaines le marché et l'entrepôt de leurs productions et la fabrique où ces productions sont transformées.

-11-

Rompre ces liens, c'est mutiler l'Europe. Nous ne consentirons pas à payer inutilement de cet appauvrissement moral et matériel la construction plus rapide de l'édifice plus vaste où nous cherchons notre abri. Des liens aussi ont été lentement tissés entre nations et avec les autres nations du monde pour maintenir la paix, en assurent l'équilibre des forces en établissent une loi internationale.



O.N.U. après S.d.N. traités de toutes sortes, c'est la base sur laquelle repose la paix dont nous jouissons, paix lourde, précaire, mais paix tout de même et qu'il faut renforcer et non pas affaiblir. Le respect de la signature et de la parole nous unit en 1914 autour de la Belgique violée. Le respect de la signature et de la parole donnée doit rester sacré à nos yeux.

L'Europe ne se constituera pas par une sorte de coup d'Etat qui chiffonnerait et jetterait tous les papiers où s'inscrit la loi internationale.

Elle ne se fera pas non plus par le mépris des résultats progressivement obtenue. Nous proclamons que les ministres qui ont signé le pacte de Bruxelles, ceux qui ont signé le pacte de Paris sont les véritables fondateurs de l'union européenne. Certes, l'union d'aujourd'hui est trop petite et trop fragile à nos yeux. Elle n'a pas l'étendue que nous voudrions. Tout en faisant sortir l'être juridique, la collectivité vivante, de la lettre toujours un peu sèche d'un contrat, elle n'a pas cependant daté cette entité nouvelle d'une volonté capable de décision: la règle de l'unanimité traduit le maintien des souverainetés. Il faut franchir de nouvelles étapes, établir la loi majoritaire, prendre appui sur l'opinion publique, édifier peu à peu une loi européenne. Mais cette transformation, nous ne devons pas l'imposer du dehors aux organismes de Bruxelles et de Paris, par une contrainte qui félerait leur fragilité plus sûrement qu'elle ne forgerait des organismes plus forts. C'est par une évolution interne que le passage doit se faire, sans choc destructeur, sans déprécier les résultats acquis, sans les empêcher de développer à leur tour les conséquences favorables.

L'Europe ne peut pas être créée par une sorte de révolution fédéraliste, qui affaiblirait les Gouvernements sans fortifier la collectivité.

Elle sera la somme des efforts qui, par approximations successives, nous conduiront à une construction résistante. Mais nous savons qu'en dehors de cette voie, il n'y a pour nous aucun salut. Notre volonté doit être résolue, d'autant plus que notre destin est implacable.

Proclamons farouchement: "L'Europe ou la mort".

R. COUDENHOVE-KALERGI<sup>4</sup>. Monsieur le Président, Mes amis, My Friends,

---

<sup>4</sup> Richard Nikolaus Coudenhove-Kalergi (Tokyo, 17 novembre 1894 – Schruns, Austria, 27 luglio 1972), conte austriaco e politico di professione. Nel 1923 fu fondatore del Movimento paneuropeo e nel 1947 fu nominato Segretario generale dell'Unione parlamentare europea (Upe). Al Congresso dell'Aja seguì i lavori della Commissione politica.



We are proud and happy to greet in our midst, our President of Honour, the greatest statesman of our age, the man who has thrust the glory of his immortal name into the balance for a United Europe Winston Churchill!

His name means victory: yesterday, victory over Hitler's tyranny; today, victory for a United States of Europe:

Notre congrès, mes amis, marque le vingt-cinquième anniversaire du Mouvement pan-européen. Vingt-cinq années de lutte pour l'Europe sa paix et sa liberté, c'est peu dans le cours de l'histoire, c'est beaucoup dans une génération humaine!

-12-

Dans cette heure solennelle, souvenons-nous de nos camarades des premiers jours, qui, dans toutes les capitales de l'Europe, ont travaillé pour l'union et la réconciliation, contre la menace de la Deuxième Guerre mondiale! Ces hommes et ces femmes furent l'avant-garde de la grande armée qui remplit cette salle.

Parmi cette avant-garde pan-européenne, souvenons-nous de ce grand homme d'Etat français, qui, à la veille de l'hitlérisme, a tenté l'union de l'Europe: Aristide Briand.

S'il avait réussi, il n'y aurait eu ni un Troisième Reich, ni une Deuxième Guerre mondiale, mais cette initiative courageuse, étroitement liée au Mouvement pan-européen dont Briand fut Président d'honneur, a échoué. Acclamée par les peuples, elle fut sabotée par des Gouvernements aveugles, qui ont préféré voir l'Europe marcher vers l'abîme plutôt que de sacrifier leur idole réactionnaire de souveraineté intégrale!

Soyons vigilants, mes amis, afin que cette tragédie ne se répète pas. Si les Gouvernements hésitent, faisons appel aux peuples, et, cette fois, nous réussirons!

La grande alternative devant laquelle notre congrès se trouve, est la suivante:

L'Europe doit-elle s'organiser en une Société des Nations continentales - ou en une grande nation, régie par une Constitution fédérale, inspirée par les exemples de la Confédération helvétique et des Etats-Unis d'Amérique?

L'avenir de l'Europe, doit-il se baser sur des traités ou sur les lois?

Notre avenir dépend de la réponse qui sera donnée à cette question car un Société des Nations européennes est vouée à un

échec certain - tandis que des Etats-Unis d'Europe survivront dans un monde de grandes puissances.

La création de cette union nationale de l'Europe dépasse le mandat de nos Gouvernements.

Pour arriver à une solution immédiate et radicale de la question européenne, il nous faut une Constituante continentale. L'initiative vers cette Constituante a été prise par l'avant-garde des parlementaires européens, l'Union parlementaire européenne, représentant les peuples de l'Europe et non leurs Gouvernements.

Ces parlementaires ont convoqué pour le début du mois de septembre à Interlaken, un Congrès parlementaire européen, destiné à jeter les bases d'une Constitution fédérale pour l'Europe et à préparer la réunion de la Constituante.

Cette initiative parlementaire s'impose, parce que selon nos constitutions des majorités parlementaires détiennent le suprême pouvoir politique. Dès que ces majorités s'organisent pour unir l'Europe, l'Europe s'unira.

I have just returned from America, after most satisfactory talks with President Truman, General Marshall and other leaders of the United States.

Two weeks ago, the "American Committee for a Free and United Europe" has been constituted, under the leadership of Senator Fulbright, Ambassador William Bullitt, President Hoover, Norman Thomas,

-13-

leader of America's Socialists, William Green, Chairman of the American Federation of Labour and a number of other prominent Americans.

Senator Fulbright, has asked me to read the following message to our Congress:

"My dear Count Coudenhove-Kalergi:

As President of the American Committee for a Free and United Europe, I send you and the members of the conference an expression of the hopes of the Committee and, I am sure, of the American people, that your meeting will be successful.

The American Committee is, I believe, truly representative of the American people and is positive evidence of their genuine interest in the creation of a united, peaceful and prosperous Europe.

We do not wish to force our ideas upon any country, but it is felt in America that we have a legitimate interest in the recreation of a strong and peaceful Europe. We have, I am sure, consideration for independence and self-respect of Europeans, but as their partners in undertaking to preserve in the world an opportunity for men to be free, we wish to encourage in every possible way, the political unification of Europe.

The European peoples must, themselves, voluntarily bring about their unification in their own way and in a manner consistent with their history and culture. We recognize that a forced unification by any non-European power will be neither satisfactory nor lasting. Without unity, however, we are unable to see how prosperity or peace among your people can be reestablished and maintained.

The only way that the people of Europe can repay the American people for their sacrifices in to wars and in the European Recovery Programme is to overcome their ancient nationalism, recognize the identity of their interests, and create a living, vital European community, able once more, as they have in the past, to contribute to the forward march of Western Christian civilization.

May God be with you in your efforts.

Sincerely yours,  
(s) J.W. Fulbright"

My friends, while we are here discussing a United Europe, our unhappy Continent is cruelly split in two by the Iron curtain.

To content ourselves with the union of free Europe while sacrificing our brothers and sisters behind the Iron Curtain would mean to betray the great idea we are standing for.

While organising the Union of the Free, let us prepare for the great day, when the Iron Curtain will be raised and all of Europe united, from the shores of the Atlantic to the borders of the Soviets.

I hope that our Congress will serve not only the cause of European Union, but also that of European reconciliation.

For Europe cannot live while its hatreds persist.

The peoples of Europe has suffered enough; they have hated more than enough. Time has come to end these sufferings and these hatreds.

Time has come for reconciliation and reconstruction.

Hitler has been crushed, but his evil spirit has survived. Europe needs a thorough re-education and densification. We must reject the barbaric and totalitarian notion of collective guilt and collective punishment. We all must learn more tolerance, more generosity, more mercy.

If Europe is to rise again, we must base its future upon the two noblest foundations of its past: on Greek individualism and Christian socialism; on the dignity of the human person, and on generous help for those in need.

Let us never forget, my friends, that European Union is a means and no end.

After all, Hitler also tried to create a United Europe and Stalin is striving toward a similar goal.

The basic difference between them and ourselves is that we are aiming at a free and at a human Europe.

We wish to unite Europe not for the benefits of a single race or of a single class, but for the benefit of all its men, women and children.

We wish to unite Europe to assure permanent peace between its peoples and to prevent the horrors of a war of total destruction.

We wish to unite Europe, to raise, by means of a continental market and a stable currency, the standard of living of millions of Europeans from their present state of utter misery.

We wish to unite Europe, to protect every single European man and woman against murder and deportation by secret police, against torture and concentration camps.

These are the reasons why Europe has to unite. This is the goal toward which we are striving.

If therefore, in the course of our deliberations we are in doubt how to decide, let us think in terms of people, rather than of governments. Let us think rather of the powerless than of those in power; rather of the poor than of the rich; rather of those who are unhappy than of those who are happy!

Let us always keep in mind that we are here on this strange planet, not to conquer empires or to grab fortunes, but to help one another to carry the heavy burden of living.

In this spirit, my friends, I salute the Congress of Europe!

M. CARANDINI. Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

Les travaux du Congrès pour l'Europe coïncident avec des événements politiques d'une portée considérable pour la vie de l'Italie. Les jours prochains verront s'ouvrir la première législature de la République, désigner de les présidents de deux Chambres, élire le Chef de l'Etat, se constituer le nouveau Gouvernement.

La participation d'un groupe parlementaire et celle de nombreuses personnalités politiques au congrès n'ayant pas, de ce fait, été possible, nous venons ici en tant que citoyens qui représentent

-15-

un large secteur de la pensée nationale, offrir notre contribution aux travaux des différentes commissions et apporter, dans cette séance plénière, en même temps qu'une affirmation de principe, une profession de foi en la résurrection d'une Europe unie, rendue à sa pleine efficience et indispensable à la stabilité d'un Gouvernement du monde.

Nous sommes heureux de cette occasion qui nous permet de prendre immédiatement contact avec les autres délégations européennes. Nous venons vous écouter afin de pouvoir, à notre retour, faire connaître votre pensée dans notre pays, divulguer dans les divers milieux auxquels nous appartenons la conception idéale aussi bien que le projet pratique d'une solidarité continentale, laquelle ne se résoudrait pas à un remède précaire contre les vieux antagonismes nationalistes, mais arriverait à l'établissement de nouveaux rapports d'existence en commun entre les peuples qui ont en Europe leur siège géographique et spirituel.

De tous les pays de l'Europe occidentale, l'Italie est celui qui a le problème économique et démographique le plus grave à résoudre. La nature a placé à l'intérieur de nos frontières 46 millions d'hommes et hors de nos frontières toutes les matières premières auxquelles pourrait s'appliquer cet énorme potentiel de travail. Si l'utilisation de notre main d'oeuvre, de nos capacités d'invention et de production représente une nécessité pour les pays qui se trouvent dans une situation diamétralement opposée à la nôtre, le libre accès aux sources de matières premières et aux marchés d'approvisionnement et de vente à l'intérieur des frontières européennes, est pour nous une question de vie ou de mort.

Pour nous, le problème est présente sous un aspect radical, ce qui explique le peu de confiance que nous avons dans la valeur définitive des accords particuliers de caractère diplomatique et

économique, chaque fois qu'il leur manque la garantie préalable et essentielle d'un accord politique collectif et d'une discipline supra-nationale qui les incorporent dans un système uniforme et leur confère une justification et une valeur définitive.

Tous les accords économiques et douaniers en vigueur ou sur le point de l'être, auxquels nous participons et continuerons de participer avec la plus sincère bonne volonté, représentent certes un progrès dans la voie de l'unification des marchés européens, mais ne sortent pas des limites et ne rompent pas en substance avec les habitudes des accords bilatéraux ou plurilatéraux, dont notre histoire est pleine; ils n'ont apporté que des répit occasionnels dans les rivalités qui ont entraîné l'Europe à sa ruine.

Nous sommes persuadés qu'il faut à une situation sans précédent des remèdes sans précédent, car nous ne nous tirerons pas des effroyables difficultés dans lesquelles nous nous débattons, si nos forces spirituelles et nos possibilités de réalisation ne parviennent pas à s'élever au dessus des traditions étroites et des remèdes partiels qui ont fait faillite dans le passé et auxquels on ne saurait par conséquent avoir recours pour l'avenir.

Nous avons salué avec un immense soulagement le plan Marshall et les accords économiques inter-européens, qui accompagnent son application. Mais ni ce plan, ni ces accords ne représentent un franchissement véritable des barrières qui séparent nos pays. La plus grande importance du plan Marshall ne consiste pas dans l'aide matérielle, providentielle qu'il nous offre, mais dans la suggestion qu'il comporte d'une association permanente et plus intime des nations intéressées. Cette association ne saurait s'établir, ni se consolider, sur le plan pur et simple de l'intérêt économique

-16-

réci-proque, mais elle doit trouver sa raison d'être, sa nécessité et ses garanties dans une union politique supérieure, qui précéderait et accompagnerait le développement de l'unité économique. Si nous réussissions, nous aussi, à nous mettre d'accord sur un projet d'utilisation collective de nos ressources continentales, ce miracle aurait une vie précaire et imparfaite, tant qu'il ne serait pas étayé, dans la réalité, sur le concours parallèle des souverainetés nationales qui, livrées à elles-mêmes, pourraient anéantir en une heure les résultats de ce laborieux effort.

Je n'exprime pas, ce disant, une idée personnelle en tant que fédéraliste, j'ai conscience, au contraire, d'être ici l'interprète d'une opinion largement partagée par les promoteurs

italiens de l'unité européenne. Opinion concrète, qui ne se contente pas de demi-mesures, qui, tâchant d'atteindre un but qu'elle s'est clairement fixé, repousse toute illusion facile et ne se contente pas de l'espoir de voir un nouveau système de rapports internationaux réaliser la répétition de timides expériences d'alliance et de collaboration économiques, destinées à ne durer qu'autant que dure la volonté qu'on a de les établir ou l'intérêt qu'il peut y avoir à les conserver.

La possibilité d'une unification économique de l'Europe, véritable et susceptible de porter des fruits, nous la voyons, quant à nous, dans une fédération politique véritable et disciplinée des états européens, une fédération qui seule, s'élevant au-dessus de la souveraineté même, en remettant entre les mains des pouvoirs fédéraux la tâche d'obliger chaque nation à accepter les sacrifices initiaux qu'exige l'établissement d'une communauté européenne, non illusoire.

Dans un monde, où l'unité de mesure dans les rapports internationaux, s'est déplacée de la nation à la communauté des nations, l'Europe se doit de ne pas rester en arrière et de se reconstituer sur une structure nouvelle. Si elle ne trouvait pas la force morale et le courage physique de mener à bonne fin cette révolution organique, elle chercherait en vain, par d'autres chemins et d'autres cautions, son salut.

La force des choses pousse l'Europe à se solidariser en un bloc capable de résister aux adversités qui la menacent. L'histoire est lourde de cette nécessité, mais les esprits ne sont pas préparés à l'accepter dans sa signification totale et à la traduire en actes dans tout son étendue. Nos pays se trouvent au croisement décisif; ils peuvent choisir entre la déchéance individuelle et la renaissance collective. Or, il ne suffit pas d'opter pour la seconde solution: il faut atteindre à cette renaissance collective et la porter jusqu'à ses conséquences extrêmes. Ce qui exige avant tout de chacun de nous qu'il soit capable psychologiquement de se détacher de ses positions isolées, pour adhérer à quelque chose de spirituellement et de matériellement plus grand que lui: à la citoyenneté européenne.

Notre conviction a mûri à travers la brûlante épreuve des erreurs qui ont provoqué notre ruine. Nous sentons que ces erreurs ne sauraient être corrigées provisoirement, mais qu'elles doivent être effacées pour toujours. C'est pour cette raison que nous ne pouvons considérer le problème de l'unité européenne que sous son aspect intégral et comme une opération qui consiste à couper à leur racine les raisons d'un fractionnement millénaire.

Désirant soumettre à votre attention et laisser dans les actes de

ce congrès une formule claire de notre point de vue, j'affirme que notre but est:

L'union fédérale de tous les peuples d'Europe gouvernés démocratiquement et en état, de ce fait, de céder une contrepartie de leur souveraineté.

Une union douanière et économique sanctionnée par des pouvoirs fédéraux, qui aboutirait graduellement à la libre circulation des hommes, des matières premières et des capitaux à l'intérieur de frontières de l'Europe.

La conception d'une Europe unie, élément de détente et de garantie réciproque entre l'Orient et l'Occident.

M. H. BRUGMANS. M. le Président, Mesdames, Messieurs, Dans la vie publique il s'agit de trouver la question préalable, celle qui prime tout, et sans laquelle aucune autre ne saurait même être posée correctement.

Dans l'antiquité, Caton l'avait découverte, lorsqu'il terminait chaque discours par ces paroles comminatoires: "Oui, mais...il faut détruire Carthage". Même chose....., lorsque les Polonais, après les partages, cherchent avant tout, la liberté de leur patrie - ou que le Parti socialiste hollandais, il y a un demi-siècle, concentre tous les efforts sur la lutte pour le suffrage universel. Et récemment encore, pendant l'occupation, les militants les plus dissemblables se sont rassemblés dans le front anti-naziste.

Toujours: la question préalable.

Or, nous pensons qu'aujourd'hui, en cette Europe de 1948, que la question préalable, c'est celle de l'unité européenne. Voilà ce qui nous rassemble ici, rien de moins, rien de plus.

Pourquoi l'estimons-nous ainsi?

D'abord, parce que les problèmes économiques - eux-mêmes préalables - ne peuvent plus être résolus dans les cadres nationaux. On aura beau se battre sur tel projet national de politique fiscale, sur une nationalisation de plus ou moins, sur tel ou tel degré de dirigisme national - tout cela ne va pas au fond du problème.

Le vrai problème, c'est de créer l'organisation supra nationale de l'Europe, seule capable de nous offrir un vaste marché intérieur, base d'une prospérité solide. Rééquipement technique, mise en commun de nos ressources, division du travail entre les



peuples: tout cela est illusoire tant que subsiste le compartimentage national. Résolvons donc d'abord la question préalable, qui est de fédérer l'Europe.

Dans un monde qui semble s'acheminer vers un conflit, les peuples européens risquent d'être les premières victimes. Démembrés et impuissants, ils subissent passivement les vicissitudes de la politique internationale. L'angoisse les saisit quand ils pensent à leur propre faiblesse et aux énergies concentrées des autres.

Ils savent, de plus, que les nations du bloc oriental se sentent trahies par notre incohérence. Et ils savent enfin que pour les problèmes du siècle, il faudra des solutions mondiales que l'Europe divisée n'est pas en état de promouvoir. Ils comprennent partant que, pour rendre espoir aux peuples de l'Est, pour assumer enfin nos responsabilités mondiales, il faut avant tout et préalablement

-18-

créer la force réelle et pacificatrice d'une Europe fédérée.

Mais nous avons encore, pour la vouloir, des raisons morales. Le mot magique d'Europe indique, non seulement une région du globe, mais aussi un mode de vie, individuelle et commune. Jamais l'Européen n'a accepté durablement la suprématie d'un group dominateur. Jamais il n'acceptera d'autorités, si elles ne garantissent les droits de l'homme. L'Europe, c'est un sens de la liberté, dont l'immense majorité des hommes qui ont vécu sous le soleil n'a jamais soupçonné ni les drames ni les douceurs. L'Europe, c'est Mozart d'un côté, c'est Charles Péguy de l'autre et c'est Shakespeare qui les résume. L'Europe c'est la civilisation des non-conformistes, c'est la terre des hommes continuellement en lutte avec eux-mêmes, c'est le lieu où aucune certitude n'est acceptée comme vérité si elle n'est continuellement redécouverte. D'autres continents se vantent de leur "efficacité", mais c'est le climat européen seul qui rend la vie dangereuse, aventureuse, magnifique et tragique... et par là digne d'être vécue.

Partout, le drapeau de l'Europe sera celui de la liberté.

Or, cette conception est en péril, non seulement parce que menacée du dehors, mais surtout parce que minée par le manque de foi des Européens eux-mêmes. Ont-ils perdu leur goût de la rébellion? Je me refuse à le croire. Mais une immense lassitude s'empare d'eux et ils se trouvent là, sans perspectives, étouffant à l'intérieur de nos pays cloisonnés où ça sent le moisi. Et jamais ils ne verront d'issue, tant qu'on n'aura pas fait sauter les frontières, tant qu'on n'aura pas donné de réponse à la question préalable... qui est de fédérer l'Europe.

Par-dessus les rivalités partisans et les illusions d'un autre siècle: unissons donc l'Europe. Voilà notre point de départ.

Mais nous l'avons déjà dépassé.

Les Gouvernements se sont mis en branle et si, il y un an, on nous qualifiait d' "utopistes", aujourd'hui on nous demande ce que nous voulons de plus que cette collaboration gouvernementale.

Ce que nous voulons de plus? Au-delà des traités, toujours révocables, au-delà des conciliabules toujours susceptibles de s'enliser, nous voulons que soient créées des institutions européennes fédérales, ayant force d'autorité et capables de cristalliser une société nouvelle des peuples.

Car, disons-le devant un monde qui a raison d'être sceptique: nous ne nous intéressons absolument, mais absolument pas à des consttuctions diplomatiques dans le genre de l'ancienne S.d.N. ou d'une O.N.U. européenne, paralysée par des droits de veto.

Rien ne sert d'élaborer des comités intergouvernementaux, où des fonctionnaires ministériels, continueraient à représenter leurs "raisons d'état". Jamais un rassemblement des Etats souverains ne nous sauvera du nationalisme - de ce nationalisme à la fois pitoyable et redoutable, qui (selon le congrès des catholiques allemands en 1923) constitue "la plus grande hérésie de notre époque".

Coopération des Seize, Pacte de Bruxelles - nous y applaudissons. Mais nous ajoutons que rien n'aura été fait, tant que le dogme de la sacro-sainte souveraineté nationale n'aura pas été renversé et tant que les peuples n'auront pas bousculé leurs Gouvernements, selon une expression de M. Spaak.

-19-

Je vais plus loin.

Le fédéralisme européen n'est pas uniquement d'ordre politique. Il est en même temps fonctionnel. Si nous préconisons l'intégration de l'Europe, ce n'est pas uniquement au "gouvernement des hommes" que nous pensons. C'est autant à l' "organisation des choses", pour reprendre une vieille formule de Saint-Simon. Et pour cette "organisation des choses", rien n'est plus urgent que la création d'organismes spécialisés, à la fois autonomes et reliés. Non, nous ne croyons pas à la réalité de la fédération européenne, si elle ne prend corps dans une série d'organismes comme pourront l'être: un état-major européen, une société des chemins de fer d'Europe, une régie autonome du charbon européen, une centrale pour l'exploitation rationnelle

de l'électricité. Ou bien, - pour reprendre une idée qui est particulièrement chère à quelques-uns d'entre nous, - un "clearing" européen de la main-d'œuvre et des salaires, qui assurerait le minimum vital des travailleurs, abolirait le "dumping" social entre nations, et mettrait fin à la situation absurde où dans un pays règne le chômage, alors que d'autres manquent de bras.

Je vais au bout de ma pensée. L'organisation fonctionnelle de l'Europe ne suffit ni pour garantir l'efficacité ni pour nous préserver d'une technocratie toute puissante.

Qu'il s'agisse d'organismes de transport ou d'agriculture, de législation sociale ou de réforme universitaire, toutes ces institutions auront besoin d'être dûment coordonnées entre elles et contrôlées démocratiquement. Parler d' "Europe unie" sans envisager un "Gouvernement" et un "Parlement" européens semble peu réaliste.

Oh! je le sais bien. L'histoire ne se répète jamais. Les structures nationales nées avec la révolution bourgeoise, ne seront pas applicables telles quelles aux besoins de tout un continent et d'une époque aux bouleversements multiples. Mais quelles que puissent être un jour nos divergences à ce sujet, nous sommes d'accord pour dire qu'il faut organiser une volonté politique européenne, qui seule permettra à la démocratie fédérale de fonctionner. Et cette opinion publique européenne ne sera pas faite de la somme des opinions nationales additionnées. Elle sera un élément sui generis, un phénomène nouveau dans l'histoire, une prise de conscience durable des Européens en tant que tels, la découverte d'une citoyenneté commune.

A nous de la rendre clairvoyante et vigoureuse. Car nous aurons besoin d'un grand élan pour briser les obstacles sur notre chemin. Oh! sans doute, à l'heure actuelle tout le monde se déclare en faveur de nos idées, bien vaguement, bien poliment, et seulement en principe. Mais si le mouvement exige que les déclarations générales se transforment en réalités, nous verrons se dresser devant nous les résistances des nationalistes, de tous ceux qui, sous une forme ou sous une autre, sont intéressés au maintien du "désordre établi". Ce jour-là, rien ne sera fait sans la volonté organisée d'une opinion européenne consciente.

Voilà pourquoi ce premier Congrès de l'Europe est un acte politique. Fédérer l'Europe, ce n'est pas un idéal de rêveurs ni une solution de théoriciens - c'est le but immédiat de l'actuelle génération européenne, un but réalisable et un but premier.

Qu'est-ce à dire? Que nous soyons prêts à oublier nos convictions profondes? Est-ce un quelconque "unionisme européen"

que nous avons en vue, où tous les conservateurs seraient un peu socialistes et tous les socialistes un peu libéraux?

-20-

Bien sûr que non. Nous sommes ici rassemblés dans une concentration provisoire pour résoudre le problème préalable, pour mener à bien une tâche qui dépasse les antagonismes nationaux et les positions partisans, pour réaliser un programme minimum, révolutionnaire et précis, limité mais immense, qui ne s'inscrit dans aucune combinaison de politique intérieure. Etant démocrates, nous n'avons pas peur des doctrines opposées, mais nous affirmons que le débat, pour être fécond, à besoin de se dérouler dans le cadre adéquat, qui n'est plus celui de l'état-nation, mais celui d'une Europe qui s'organise.

J'en tire les conclusions pour le présent congrès.

Il sera suivi par d'autres, moins spectaculaires peut-être, mieux assis déjà, je l'espère, sur les bases d'une coopération universelle, et où nous pourrons partir de certains principes que maintenant nous aurons encore à affirmer. Dans ces congrès ultérieurs, nous discuterons plus en détail les modalités et le contenu de l'Europe unie. De plus en plus, nos congrès deviendront l'arène européenne où socialistes s'affronteront aux libéraux, centralisateurs aux décentralisateurs, dirigistes aux libre-échangistes. Et ceux-là aussi s'y feront entendre qui s'intitulent les "fédéralistes intégraux" et qui, toujours soucieux de l'unité européenne, combattront l'étatisme sur quelque plan qu'il se présente. Elèves de Proudhon, de Bathenau, d'Hobson et de mon compatriote Troelstra, ils démontreront que la socialisation nécessaire n'est point - bien au contraire - le triomphe de ce monstre moderne qui s'appelle l'Etat.

Nous ne croyons donc pas au mythe pré-totalitaire de l'unanimité. Mais deux certitudes nous sont communes.

La première: que, dès aujourd'hui et dans l'avenir toujours davantage, ceux-là dirigeront la politique de l'Europe qui l'auront sauvée de sa déchéance nationaliste et qui, aux questions nouvelles qui se posent, auront su répondre avec le plus de réalisme.

La seconde: que nous acceptons tous, les uns et les autres, les bouleversements qu'entraînera inévitablement la fédération de l'Europe. Car nous savons que dans cette perspective nouvelle, tous les problèmes vont se poser sous un jour nouveau et que les vieilles formules ne s'appliqueront plus aux réalités de demain.

J'en tire pour ma part trois conséquences:

D'abord, que cette révolution européenne permettra enfin aux peuples de retrouver leur génie propre, d'improviser des formes sociales nouvelles, correspondant à ce génie. Ensuite, que dans le cadre fédéral, nous aurons besoin de toutes les forces vivantes et particulièrement des forces du travail. L'Europe nouvelle sera l'Europe des "producteurs", des travailleurs - ces mots étant pris dans leur sens le plus large et englobant les travailleurs manuels aussi bien que les dirigeants de notre vie économique, culturelle et sociale. Cela aussi, je tiens à le souligner, à l'intention de ceux qui aujourd'hui nous boudent.

Et en fin, si l'Europe trouve moyen de se rénover par son unité, cela lui permettra de conquérir son indépendance dans le monde. Indépendance morale et sociale, puisque entre les Grands, elle aura incarné une forme de société particulière, faite de libre association et de solidarité agissante. Elle n'en deviendra pas neutre, certes, dans les antagonismes d'aujourd'hui. Mais elle y jouera son rôle puissant de conciliatrice. Animée d'aucune haine contre personne, mais fermement décidée à défendre le droit de suivre sa vocation, elle veut devenir libre, une et

-21-

indépendante. Nous croyons donc bien fermement au destin propre de l'Europe. Mais attention! Gare à l'orgueil, gare à la tentation d'une suffisance européenne!

Sachons qu'il s'agit d'une mission à accomplir et non de privilèges à défendre. Sachons que l'esprit de domination ne recule pas devant l'esprit bourgeois. Rien ne se fait sans unité européenne... mais celle-ci n'est pas une panacée. L'effort pour la renaissance européenne se fera par un réveil des traditions et par un sursaut violent des forces rénovatrices. Pour vouloir défendre un patrimoine, il faut croire à sa validité actuelle. Et où voulez-vous que nos compatriotes prennent leur élan s'ils ne voient autour d'eux que petitesesses et rivalités? Comment se risqueront-ils, s'ils restent désespérés ou dégoûtés? Vivant à une époque où la vie de l'esprit est médiocre, ils ne connaissant Rembrandt que par le hasard d'une excursion touristique et le Livre de Job leur reste fermé.

Serrés à la gorge par le nationalisme, ils ne savent plus qu'espérer. Non, le problème de l'Europe n'est pas uniquement celui d'un impérialisme étranger ni d'une structure interne désuète. Il gît surtout dans cette pauvreté de notre vie commune.

Or, les médiocrités humaines sont faites souvent de vocations manquées. Pendant la Résistance, nous avons vu des êtres endormis devenir des héros authentiques. Puisse-t-il en être de même aujourd'hui. Car, une fois de plus, il faudra résister. A qui? A quoi? Aux menaces extérieures? Sans doute, car nous refuserons une Europe colonisée, abâtardie, totalitaire,

soumise. Mais nous vaincrons surtout nos propres petitessees, nos propres peurs. Nous les vaincrons en aspirant à la grandeur, en redevenant nous-mêmes, par l'unité.

Et si nous saisissons cette dernière chance, nos petits-fils diront de nous:

"Ils se sont ressaisis en pleine misère. Ils ont su dominer leur servitudes et leur faiblesses. Ils ont démontré que rien ne brise l'élan des peuples libres. Ils furent justes, ils furent forts et pacifiques. Ils ont bien mérité du genre humain."

Dieu veuille que ce congrès sonne le tocsin qui réveille les vivants et les demi-morts d'Europe!

M. G. GAFENCU. Comme Européen de l'Est je suis heureux e pouvoir rendre hommage à l'idée de l'Union européenne qui nous a réunis ici.

Laissez-moi vous avouer de suite que je ne me sens pas lié par l'épithète "d'observateur" décernée aux hommes dont les patries se trouvent placées, bien malgré elles, derrière le rideau de fer; il n'est plus temps de s'arrêter à des formules qui pourraient entraver l'oeuvre de salut européen que nous avons tous pour tâche de réaliser.

Il n'y a pas plusieurs espèces d'Européens, selon les souffrances que leurs pays endurent, et les luttes qu'ils ont à soutenir; il serait non seulement injuste, mais suprêmement préjudiciable pour la cause de l'Europe si les nations les plus exposées aux coups du destin, se voyaient privées du support de l'idée européenne, qui leur sert de dernier refuge et de dernier espoir.

-22-

Car il n'y a qu'une seule Europe; même lorsque son corps est mutilé et divisé, la pensée qui nous guide vers elle est une et indivisible. L'Europe ne peut pas naître à une vie nouvelle à l'Ouest si elle se meurt à l'Est; elle ne peut retrouver sa santé, sa grandeur et des forces nouvelles que dans la cadre de ses limites naturelles.

Nulle part le mot "Europe" ne provoque une résonance plus forte et plus émouvante que dans les pays de l'Est. L'idée de l'unité européenne contient pour toute une moitié du continent comme une promesse de paix, et partant une promesse de libération.

J'ai la conviction Messieurs, que j'exprime le sentiment profond de mon pays, ainsi que celui des pays voisins, partageant le sort de la Roumanie, en affirmant ici solennellement leur fidélité à l'Europe, leur volonté de faire partie intégrante

d'une Europe unie, l'espoir qu'ils placent dans le succès d'une entreprise qui pour sauver et unir le continent doit envisager le grand problème en son entier et doit lui trouver une solution d'ensemble.

Les raisons qui ont provoqué ces temps derniers un grand mouvement en faveur de l'Union européenne sont de trois ordres:

Il semble, premièrement, que le redressement économique des pays du continent, grands et petits, également éprouvés par la dernière guerre, n'est pas possible sans un effort commun et sans un plan d'ensemble.

Deuxièmement, il est toujours plus évident que la forte pression exercée de l'Est, place l'Europe entière devant un danger, qui ne saurait être conjuré que par des volontés et des forces unies.

Il paraît, enfin, que dans les conditions actuelles, la paix et l'existence même de l'humanité, exposée à une menace constante par les armes modernes, - armes de destruction immédiate et totale - ne saurait être assurées que par des organismes politiques toujours plus étendus et d'un caractère universel.

Ces raisons militent toutes en faveur d'une solution d'ensemble du problème européen.

En effet: il n'y a pas de relèvement économique possible si l'absurde barrière qui coupe l'Europe en deux et sépare deux parties, économiquement complémentaires, d'un même continent, n'est pas supprimée. Il n'y a pas de bien-être ni de justice sociale réalisable, si des échanges libres ne sont pas rétablis entre l'Ouest et l'Est, permettant une meilleure répartition de la production et une rémunération du travail; on ne saurait jamais montrer assez à quel point le sort des ouvriers de l'occident est lié à celui des paysans de Roumanie, de Pologne, de Hongrie et des Balkans. Disons-le franchement: l'Europe ne peut être considérée comme une unité économique, qu'en son entier; l'économie de l'Occident peut être redressée par des moyens exceptionnels venus du dehors, mais elle ne peut jouir des éléments de santé et de force que procure un état normal si l'indispensable lien n'est pas rétabli entre l'Ouest et l'Est de l'Europe.

Pour ce qui est de la paix européenne, exposée à une menace constante et certaine, comment pourrait-on à la longue envisager la sécurité de l'Ouest sans la libre existence des pays de l'Est? L'enseignement le plus éclatant qui se dégage de l'histoire de siècle passé est le succès de l'effort patient et soutenu, poursuivi par l'Occident, pour étendre de l'Ouest à l'Est un ordre

de droit européen, - ordre indispensable à la paix du Continent. Les grands traités de paix constructive, qui ont réussi à établir et à étendre un tel ordre - le Traité de Vienne de 1815, celui de Paris de 1856 et le Traité de Berlin de 1878, se sont efforcés de fixer toujours plus à l'Est la limite de la sécurité continentale. Ils l'ont fait en libérant successivement les peuples de l'Est en les plaçant sous la protection du droit international et sous la garantie collective des grandes puissances, et en faisant triompher le principe essentiellement européen d'après lequel les affaires de l'Est, comme celles de toutes les autres parties du continent, ne sauraient être réglées selon les désirs et les dispositions d'une seule puissance, mais seulement par l'accord de toutes les puissances réunies.

Est-il possible aujourd'hui, lorsque les événements nous contraignent à faire un pas en avant dans la voie de l'organisation unitaire du continent, d'abandonner des principes de droit, de sécurité, et de bonne politique qui se sont à tel point indentifiés avec la conception même de l'Europe?

Le voudrions-nous qu'il nous serait impossible de la faire. Car il existe aujourd'hui en dehors de notre désir, de notre volonté, de notre effort pour unir l'Europe, une autre action qui poursuit elle aussi une tâche d'unification. Et il serait suprêmement risqué d'opposer à cette action qui s'exerce avec une implacable rigueur, des tentatives de compromis et des solutions bâtarde. Comme pourrait-on, en effet, se résigner à ne chercher qu'une solution partielle du problème européen, alors que la Russie soviétique ose poser le problème en son entier, et propose par delà le rideau de fer, par delà toutes les anciennes frontières, à tous les Européens l'établissement d'un ordre commun: une étroite association entre états soumis à une discipline et à des régimes identiques. Même si l'on voulait se résigner, à accepter l'idée du partage-idée qui, inmanquablement a toujours conduit à la guerre! - encore faudrait-il avoir avec qui effectuer ce partage; or, un tel partenaire n'existe pas: la Russie soviétique ne veut pas de partage, - elle veut infiniment plus. La ligne arbitraire qui coupe l'Europe en deux est tracée sur le sable; elle peut avancer vers l'Ouest au gré d'une politique dont les visées sont certainement universelles, ou reculer vers l'Est sous la pression d'une volonté contraire; mais là où elle est, elle ne peut pas rester, car elle n'a pas le poids d'une frontière légitime. Elle n'en a pas non plus le caractère: c'est la ligne fortuite où se sont arrêtée devant les armées de l'Occident, des tendances qui visaient plus loin, et qui pour s'être arrêtées là, n'en sont pas moins universelles. Aussi longtemps que cette ligne existera, il n'y aura pas de paix dans le monde, et il n'y aura pas d'Europe.



Pour constituer l'Europe unie, il faut donc permettre à l'idée européenne de s'étendre et de remplir le cadre qui lui est habituel. A l'idée de l'Europe uniformisée selon une conception totalitaire, il faut opposer l'idée de l'Europe unie dans son entier selon une conception d'ordre occidental et européen.

De cette façon, l'effort poursuivi pour unir l'Europe s'intègre tout naturellement dans le grand courant dont nous avons parlé qui mène aujourd'hui le monde vers une organisation universelle. L'idée de l'ordre, défendue par l'Occident, ne peut être pensée qu'en termes universels; et rien ne saurait mieux assurer la réalisation de l'Europe unie, que l'aide résolue et généreuse des Etats-Unis, dont la puissance croissante place au service d'une politique de très grande envergure une pensée toujours plus avertie et une volonté toujours plus forte.

-24-

J'aimerais, Messieurs, insister sur le fait que l'idée de l'Union européenne ne peut être réalisée sans une prise de position positive et courageuse. Il a été dit aux représentants des pays de l'Est dans certaines réunions européennes et pan-européennes que les portes de la future organisation continentale seraient laissées ouvertes afin de permettre à tous les pays d'adhérer à la Charte européenne. Mais il ne suffit pas de laisser la porte ouverte; les pays de l'Est, quel que soit leur désir d'être et de rester européens ne pourront pas passer cette porte aussi longtemps que pèsera sur eux la terrible contrainte d'un régime totalitaire. Un tel régime poursuit et opprime l'esprit européen plus encore que le sentiment national; supprimant toute liberté, ébranlant les fondements de l'idée de droit et de la foi religieuse, il s'acharne à tuer dans l'individu le sentiment de son appartenance non seulement à une patrie, mais aussi, mais surtout à la communauté européenne.

Nous aimerions être assurés que si les portes de l'Europe restent ouvertes c'est afin que l'idée européenne puisse se frayer la voie vers l'Est et secourir les peuples qui luttent désespérément pour défendre le peu qui leur est encore resté d'un héritage commun.

Comment peut-on donner à l'idée européenne un tel rayonnement et une telle force? Il faut pouvoir disposer avant tout d'un principe d'union réellement efficace; j'estime qu'il n'y en a pas de meilleur que le principe fédératif. Une simple union ou alliance entre Etats pleinement souverains me semble devoir être insuffisante pour créer dans les conditions actuelles une organisation réellement unitaire; il me paraît indispensable d'envisager la création d'un lien organique entre les différents Etats, ainsi que d'une autorité supérieure commune. Là encore, il faut songer aux méthodes employées dans l'Est pour

uniformiser le continent. Il est vrai que Moscou prétend respecter et défendre „les souverainetés nationales”; mais si l'on songe que selon la conception totalitaire, l'Etat doit être amené à se confondre avec le parti communiste, et que dans chaque pays ce parti n'est qu'une partie de l'internationale communiste, soumise à la plus rigoureuse discipline, l'on comprend comment le principe de la souveraineté, entièrement vidé de sa substance, ne peut empêcher l'oeuvre de totale uniformisation poursuivie par Moscou.

En un temps le salut du continent dépend de la rapidité et de l'efficacité avec laquelle certaines solutions d'ensemble l'emporteront sur les méthodes anciennes, je ne vois que le principe fédératif qui soit susceptible d'assurer la réussite de telles solutions.

Plus importants encore que le principe appelé à décider de la forme constitutionnelle de l'Europe unie, me semblent devoir être les principes ayant à assurer le contenu du nouvel ordre européen. Ce n'est pas la place ici d'entrer dans le détail des quelques règles communes que nous aimerions voir établies, afin qu'elles régissent la vie politique, économique et sociale de la communauté européenne: règles garantissant les libertés individuelles et nationales, déterminant la coopération économique entre Etats, syndicats et travailleurs, et poursuivant avec efficacité un idéal de justice sociale. C'est à nos diverses commissions qu'incombe la tâche de préciser et de développer un tel programme.

Je ne voudrais insister que sur un seul point: pour réaliser une tâche aussi ardue que celle de défendre et d'unir l'Europe, il faut avoir une politique déterminée.

Et il faudrait que cette politique s'efforcât d'atteindre par delà

-25-

des frontières et les limites arbitraires, le plus grand nombre d'Européens afin de mobiliser pour la cause de l'Europe toutes les forces et toutes les énergies. Il est certes utile de réaliser de suite ce qui peut être créée que par étapes, le plan de l'Europe unie devrait être conçu et dressé en son entier. Il faut que, dès le début, la politique de l'union européenne dresse la charte des libertés et des droits, revendique hautement le privilège de régir tout le continent et propose à faire en Europe un ordre commun, - c'est à dire une cause dans laquelle peuvent croire et pour laquelle peuvent lutter solidairement tous les hommes et toutes les nations du continent.

Les hommes qui veulent l'union dans la liberté, et qui dans chaque pays ont le nombre avec eux, pourront alors se compter. Le dénombrement se fera, dans beaucoup de pays, en silence; il n'en ébranlera pas moins bien des situations de fait, et constituera une étape importante dans la voie de l'union et de la libération.

Refaire l'Europe comporte évidemment des risques. C'est aussi dangereux aujourd'hui que de faire la paix. Mais il faut faire la paix. Il serait bien plus dangereux encore de demeurer dans le désordre et sous la menace constante d'un conflit imminent. Et pour faire la paix il faut unir l'Europe.

Conscient que le fait d'affirmer notre foi dans l'Europe unie, principe agissant de vie et de liberté, n'est pas un acte de provocation, mais une contribution à l'oeuvre de paix qu'il s'agit de faire triompher, nous sommes prêtes, hommes de bonne volonté de l'Est, auxquels vous avez bien voulu vous adresser, de prendre notre part dans l'action commune.

M. PAUL VAN ZEELAND<sup>5</sup>. M. le Président, Messieurs, Mesdames. Il y a dans la vie de tout homme des moments graves où se dessinent pour longtemps, et parfois pour toujours, les formes de son avenir, soit de son succès, soit de son échec. Ainsi en est-il pour les peuples et pour les continents. Et il faudrait fermer obstinément les yeux aux réalités pour nier encore que cette heure ne soit venue pour l'Europe, heure de la décision, heure fatidique, heure lourde de promesses. D'une part, ce profond instinct qui sort de la volonté même de vivre les masses européennes ont compris qu'il était temps d'agir. Les Gouvernements sont entrées déjà - on l'a dit - dans les voies du rapprochement économique et même politique, mais le moment des demi mesures est passée. Il faut que nous nous servions du courant qui commence à couler entre les berges pour ramener avec toutes les forces dont nous disposons et pour gagner de vitesse le destin favorable.

---

<sup>5</sup> Paul van Zeeland (Soignies, 11 novembre 1893 – Bruxelles, 22 settembre 1973) fu un politico belga, professore di diritto e direttore dell'istituto di scienza economica all'Università di Lovanio, nonché vice-governatore della Banca nazionale del Belgio. Nel 1935 fu nominato primo ministro del governo di unità nazionale, incarico che mantenne fino al 24 novembre 1937. Nel 1939 divenne presidente del comitato sui rifugiati, con sede a Londra, e durante la seconda Guerra mondiale cooperò con il governo in esilio nelle trattative per la cooperazione economica con i partner del Benelux. Leader del partito cattolico, al termine delle ostilità fu consulente finanziario con il governo belga e presso la Nato. Europeista convinto, nonché sostenitore di una genuina unità continentale, nel 1946 fu co-fondatore della Lega europea per la cooperazione economica. Entrato nell'establishment belga a partire dall'immediato dopoguerra, fu dapprima nominato ministro senza portafoglio (1948) e successivamente fu insediato alla guida del dicastero degli Esteri (1949 – 1954).

Nous ne nous faisons point d'illusion, cependant, sur le rôle qui nous incombe à nous qui ne sommes ici que des hommes de bonne volonté, rassemblés par le souci de servir d'autres armes dans la paix et dans la justice. La plupart d'entre nous sont convaincus que le salut de l'Europe, par la suite l'équilibre du monde, réside dans la prompte et efficace création de l'unité européenne. Mais cette conviction -là, prenons-y garde, pour juste et profonde qu'elle soit, ne change point par elle-même les difficultés majeures, qu'il nous faut résoudre pour atteindre le but.

Les causes qui ont donné à l'Europe sa physionomie multiple, elles ne sont pas vaines, elles trempent leurs racines dans une histoire qui est à la fois longue, riche et glorieuse. Et les faits acquis ne cèdent point sans peine aux désirs et aux vœux même les plus légitimes. Mais il y a un fait nouveau et

-26-

ce fait l'emporte sur tous les autres; c'est lui qui crée le climat réaliste dans lequel nous entendons poser le problème de l'unité européenne. Et c'est l'impossibilité radicale de continuer dans les voies anciennes et la nécessité absolue de choisir une voie nouvelle, la voie haute, la grande voie. Si nous voulons assurer aux nations de l'Europe et à leurs peuples les buts même de leur effort séculaire, à savoir la paix, la prospérité économique, le développement de la civilisation sous tous ses aspects, s'il en est ainsi, les difficultés de la tâche ne doivent point nous arrêter, au contraire, elles sont et elles ne peuvent être qu'un motif de plus pour travailler à se réalisation, pour travailler dur et pour travailler vite.

Tel est en résumé le sens de ce congrès: répondre aux vœux des masses populaires de l'Europe, donner à leur aspirations une expression plus précise et plus concrète, montrer aux Gouvernements que même s'ils sont hardis dans leur conceptions, eh bien, l'opinion publique les suivra si elle ne les précède encore. Bref, créer le climat dans lequel les difficultés et les besoins feront surgir les solutions en même temps que l'énergie et la volonté nécessaires pour les appliquer. Rien de grand ne se fait si ce n'est dans la douleur et dans l'effort. L'Europe a déjà payé le prix de la douleur. Tous ceux qui sont ici le savent, ils l'ont senti eux-mêmes dans leurs cœurs et souvent même dans leur chair. Il reste maintenant à l'Europe à payer le prix d'un effort et en ce point se lèvent deux grandes raisons d'espoir et de confiance.

Le première est propre à l'Europe. Qui pourrait douter du courage des masses européennes après l'épreuve quasi-surhumaine d'application, de fidélité aux valeurs humaines de notre civilisation qui ont été donné non seulement par les armées régulières mais encore par les populations civiles, par les

innombrables cohortes de la Résistance, par les femmes à travers l'Europe entière? Non, les réserves d'énergie et de force comme celles du vieux continent, elles sont à la mesure de n'importe quelle tâche, si haute soit-elle. Et la seconde raison d'espérance dépasse l'Europe et la relie au monde entier. Ici aussi, il s'agit d'un fait nouveau dans l'histoire de l'humanité. C'est que désormais grâce aux étonnantes découvertes de la science et de la technique moderne, l'homme a si bien assuré sa maîtrise sur la matière que bien concrètes. Nous avons en main les moyens d'assurer à tout homme, où qu'il soit, une vie matérielle digne de la condition humaine, une porte large ouverte à son essor spirituel. Si les relations politiques et économiques à travers le monde étaient établies sur une ère nouvelle pourrait luire, dont l'éclat serait incomparable. Nous sommes placés aujourd'hui devant la grande alternative - suivant une magnifique expression anglo-saxonne: devant le meilleur ou devant le pire. Dans le fond du cœur des millions d'Européens ont fait leur choix. C'est par l'unité de l'Europe qu'ils entendent protéger leurs foyers, leur conception de la vie et du bonheur et du même coup collaborer à l'érection de ce monde meilleur pour lequel tant d'Européens et tant d'autres en pleine conscience, mais aussi en toute confiance, ont fait le sacrifice de leurs vies.

M. LE PRESIDENT. Je propose la résolution suivante:

Résolution: "Au debout de ces travaux, le congrès de l'Europe tient à affirmer que les objectifs qu'il poursuit ne seront pleinement atteints que du jour où l'Europe toute entière sera unie et organisée.

-27-

Considérant que seize nations ont, dès à présent, marqué leur décision de coopérer, il souligne que leur groupement ne saurait présenter un caractère fermé et adresse à tous les peuples un salut fraternel".

(Applaudissements  
prolongée).

Est-ce que quelqu'un demande la parole? Sinon, la résolution est

(Applaudissements).

J'ai encore à faire une communication. Les commissions se réuniront à 9 h. demain.

La session est levée.

-28-

SESSION PLENIERE DE CLOTURE

DU LUNDI 10 MAI 1948 (après-midi)

La séance finale est ouverte à 18 h. 35 sous la présidence de M.  
van Zeeland.

- - - - -

PLENARY SESSION MONDAY 10th MAY 1948 (afternoon)

Mr. van Zeeland in the chair.

- - - - -

[...]

-32-

M. SALVADOR DE MADARIAGA. (Espagne). Je m'excuse auprès de M. le Président, de notre grand Président d'honneur, de notre bureau et de toute l'Assemblée de prendre la parole en ce moment mais je dois vous quitter immédiatement, et si je le fais, c'est encore pour vous servir parce qu'on m'a prié de rédiger un commentaire, sur ce Congrès, pour l'Amérique du Sud et je tiens beaucoup à ce que l'Amérique du Sud connaisse, par la bouche de celui que votre bienveillance a fait un de vos présidents de comité, l'immense succès de vos travaux. Je ne vous dirai que l'essentiel de ma pensée.

L'Europe doit se faire. Nous voici au travail, poussés par deux sentiments: le danger, sentiment négatif; l'inspiration créatrice, positive. L'Europe doit naître parce que nous l'avons conçue. Les deux habitudes se complètent. Le danger stimule l'être, l'être écarte le danger. Mais ce que l'un et l'autre demandent est différent. Le danger, père de la peur, veut du concret, demande vite des institutions, des maisons pour loger le corps de l'Europe, des forteresses pour la défendre. L'être veut être tout simplement.

C'est ici que nous devons tourner les yeux vers le passé et demander à l'expérience d'éclairer nos pas futurs, car nous avons déjà bâti de grandes maisons internationales qui se sont effondrées, non pas certes parce que les fondations n'étaient pas fermes, mais parce que ces maisons étaient vides, vides de foi.

Ne bâtissons jamais une église trop grande pour notre foi. Moins encore. Ne bâtissons jamais une sacristie trop grande pour notre église.

Est-ce à dire qu'il faut décourager la création d'institutions internationales européennes? Non, non. Il faut au contraire en créer au plus vite pour que l'Europe prenne corps. Mais ces institutions ne seront que du papier noirci si elle ne vivent

pas la foi des gens qui les incarnent. Donc, ce qui importe, c'est de créer la foi. Il nous faut beaucoup de foi puisqu'il nous faut beaucoup d'institutions.

Avant tout, il nous faut aimer l'Europe, cette Europe sonore du "rire énorme" de Rabelais, éclairée du sourire d'Erasme et de

-34-

l'esprit de Voltaire, où brillent les yeux de feu de Dante, les yeux lumineux de Shakespeare, les yeux sereins de Goethe et les yeux torturés de Dostoïevski. Cette Europe où sourit la Joconde cette Europe qui vit Michel-Ange et David, cette Europe où brilla le génie spontané de Bach par sa géométrie intellectuelle, où Hamlet cherche dans la pensée le mystère de son inaction et où Faust cherche dans l'action la consolation du vide de sa pensée, où Don Juan cherche dans les femmes rencontrées, la femme jamais trouvée et où Don Quichotte, lance en main, galope pour forcer la réalité et s'élever au-dessus d'elle-même. Cette Europe où Newton et Leibniz mesurent l'infinitésimal, où les cathédrales brillent, comme disait Musset, le genou dans leur robe de pierre, où les rivières, fils d'argent, font des colliers aux cités, bijoux taillés dans l'espace par le ciseau du temps, cette Europe doit naître et elle naîtra lorsque les Espagnols diront: "Notre Chartres", lorsque les Anglais diront "Notre Cracovie", lorsque les Italiens diront "Notre Copenhague", lorsque les Allemands diront "Notre Bruges" et reculeront d'horreur à la pensée d'y porter encore à nouveau des mains meurtrières. Cette Europe alors vivra car c'est alors que l'Esprit qui dirige l'Histoire aura prononcé les mots créateurs: "Fiat Europa".

(Applaudissements).

-36-

M. DENIS DE ROUGEMONT<sup>6</sup>. Message aux Européens. L'Europe est menacée, l'Europe est divisée, et la plus grave menace vient de ses divisions.

---

<sup>6</sup> Denis de Rougemont (Couvet, 8 settembre 1906 – Ginevra, 6 dicembre 1985), scrittore, filosofo e saggista svizzero, educato alla rigida osservanza protestante, studiò lettere a Ginevra. Nel 1930 si trasferì a Parigi, ove prese a familiarizzare con il pensiero di Emmanuel Mounier e ne rimase presto affascinato. Da qui, l'incontro e la collaborazione con europeisti del calibro di Alexandre Marc e Robert Aron. Tra il 1933 e lo scoppio della guerra scrive numerosi articoli su riviste come «Ordre Nouveau» e «Esprit» (fondata da Mounier) e due libri, tra cui *L'amour et l'Occident*, che lo porta alla celebrità. Nel 1940 è negli Stati Uniti a tenere conferenze sull'Europa e sul nazismo e dal 1942 insegna all'École Libre de Haute Etudes di New York, ove incontra Coudenhove-Kalergi. Tornato in Europa a luglio del 1947 si dedica sistematicamente alla causa europeista. Si reca a Montreux, al Congresso inaugurale dell'Uef, e pronuncia il discorso inaugurale, all'Aja collabora attivamente con de Madariaga ai lavori della Commissione

Appauvrie, encombrée de barrières qui empêchent ses biens de circuler, mais qui ne sauraient plus la protéger, notre Europe désunie marche à sa fin. Aucun de nos pays ne peut prétendre, seul, à une défense sérieuse de son indépendance. Aucun de nos pays ne peut résoudre seul les problèmes que lui pose l'Economie moderne. A défaut d'une union librement consentie, notre anarchie présente nous exposera demain à l'unification forcée, soit par l'intervention d'un empire du dehors, soit par l'usurpation d'un parti du dedans.

L'heure est venue d'entreprendre une action qui soit à la mesure du danger.

Tous ensemble, demain, nous pouvons édifier avec les peuples d'outre-mer associés à nos destinées, la plus grande formation politique et le plus vaste ensemble économique de notre temps. Jamais l'histoire du monde n'aura connu un si puissant rassemblement d'hommes libres. Jamais la guerre, la peur et la misère n'auront été en échec par un plus formidable adversaire.

Entre ce grand péril et cette grande espérance, la vocation de l'Europe se définit clairement.

Elle est d'unir ses peuples selon leur vrai génie, qui est celui de la diversité, et dans les conditions du vingtième siècle, qui sont celles de la communauté, afin d'ouvrir au monde la voie qu'il cherche, la voie des libertés organisées. Elle est de ramener ses pouvoirs d'invention, pour la défense et pour l'illustration

-37-

des droits et des devoirs de la personne humaine, dont, malgré toutes ses infidélités, l'Europe demeure aux yeux du monde le grand témoin.

Le conquête suprême de l'Europe s'appelle la dignité de l'homme, et sa vraie force est dans la liberté. Tel est l'enjeu final de notre lutte. C'est pour sauver nos libertés acquises, mais aussi pour en élargir le bénéfice à tous les hommes, que nous voulons l'union de notre continent.

Sur cette union, l'Europe joue son destin et celui de la paix du monde.

---

culturale e redige sia il rapporto culturale, sia il "Messaggio agli Europei". Nel 1949 si occupa di preparare la Conferenza europea della cultura, che si sarebbe tenuta a Losanna dall'8 all'11 dicembre di quello stesso anno, sempre sotto la presidenza di Salvador de Madariaga. Nel 1963 fonda l'Istituto universitario di studi europei (IUEE), il quale, dopo un periodo di chiusura nel 1991, opera in seno all'Università di Ginevra col nome di Istituto europeo dell'Università di Ginevra (IEUG).



Soit donc notoire à tous que nous, Européens, rassemblés pour donner une voix à tous les peuples de ce continent, déclarons solennellement notre commune volonté dans les cinq articles suivants, qui résument les résolutions adoptées par notre Congrès:

#### ENGAGEMENT

- 1). Nous voulons une Europe unie, rendue dans toute son étendue à la libre circulation des hommes, des idées et des biens.
- 2). Nous voulons une Charte des droits de l'homme, garantissant les libertés de pensée, de réunion et d'expression, ainsi que le libre exercice d'une opposition politique.
- 3). Nous voulons une Cour de justice capable d'appliquer les sanctions nécessaires pour que soit respectée la Charte.
- 4). Nous voulons une Assemblée européenne, où soient représentées les forces vives de toutes nos nations.
- 5). Et nous prenons de bonne foi l'engagement d'appuyer de tous nos efforts, dans nos foyers et en public, dans nos partis, dans nos églises, dans nos milieux professionnels et syndicaux, les hommes et les Gouvernements qui travaillent à cette œuvre de salut public, suprême chance de la paix et gage d'un grand avenir pour cette génération et celles qui la suivront.

[...]

### **RESOLUTION POLITIQUE**

Les ravages de six années de guerre e de l'occupation; une production alimentaire en régression dans le monde entier; un énorme potentiel industriel détruit; des dettes accumulées; des dépenses militaires maintenues hors de toute proportion avec les ressources des peuples; une puissance économique en déclin; les haines héritées de la guerre; les méfaits sans cesse accrus du nationalisme; l'absence, malgré tous les efforts de l'O.N.U., d'une autorité internationale assez forte pour faire régner entre les nations l'ordre et la loi; tels sont les éléments constitutifs d'une menace sans précédent contre le bien-être et la sécurité des peuples de l'Europe, aujourd'hui au bord de la ruine.

En accord avec les principes et les buts exposés dans le rapport politique qui lui est soumis par le Comité International de Coordination des mouvements pour l'Europe Unie:

#### LE CONGRES:

- I) RECONNAIT qu'il est du devoir urgent des nations de l'Europe de créer une union économique et politique pour assurer la sécurité et le progrès social.

- 2) PREND ACTE avec satisfaction des premières mesures qui viennent d'être décidées par certains gouvernements Européens en vue d'une coopération politique et économique, mais constate que les organisme récemment créés ne sont pas en mesure à eux seuls de résoudre, de façon durable, les problèmes urgents et graves qui se posent aujourd'hui.

### **Droits Souverains**

- 3) DECLARE que l'heure est venue pour les nations de l'Europe de transférer certains de leurs droits souverains pour les exercer désormais en commun, en vue de coordonner et de développer leurs ressources.
- 4) CONSIDERE que l'Union ou la Fédération, dont le but sera d'assurer la sécurité des peuples qui la composeront, devra être indépendante à l'égard de toute puissance et ne constituer une menace contre aucune nation.

5

- 5) ASSIGNE dès présent pour mission à l'Europe Unie, la réalisation progressive de la démocratie sociale dont l'objet est de libérer l'homme de tout asservissement et de toute insécurité économique comme la démocratie politique tend à le protéger contre l'arbitraire du pouvoir.
- 6) AFFIRME que l'unique solution des problèmes allemands tant sur le plan économique que sur le plan politique, est de fournie par l'Union ou la Fédération Européenne.
- 7) DECLARE que l'Union ou la Fédération devra contribuer à assurer le progrès économique, politique, social et culturel des populations dans les territoires qui lui sont associés outre-mer, sans préjudice des liens particuliers qui unissent aujourd'hui ces pays aux nations européennes.

### **Assemblée Européenne**

- 8) DEMANDE que soit convoquée, de toute urgence, une Assemblée Européenne qui, élue-dans leur sein ou au dehors-par les Parlements des nations participants:
- a) contribuera à créer et exprimera l'opinion publique européenne;
  - b) recommandera les mesures immédiates propres à établir progressivement, tant sur le plan économique que sur le plan politique, l'unité nécessaire de l'Europe;
  - c) examinera les problèmes juridiques et constitutionnels posés par la création d'une Union ou d'une Fédération, ainsi que leurs conséquences économiques et sociales;
  - d) préparera des plans à cet effet.

### **Charte des Droits de l'Homme**

- 9) CONSIDERE qu'une telle Union ou Fédération devra demeurer ouverte à toutes les nations d'Europe vivant sous un régime démocratique, et qui s'engageront à respecter une Charte des Droits de l'Homme.

6

- I0) CHARGE une Commission d'entreprendre immédiatement la double tâche de préparer cette Charte et de proposer une définition des critères auxquels doivent répondre les régimes politiques pour mériter le nom de démocraties.
- II) PROCLAME qu'en tout cas ne peuvent revendiquer cette qualité notamment les régimes qui, en fait ou en droit, ne garantissent pas le libertés de pensée, de réunion et d'expression, ainsi que le libre exercice d'une opposition politique.
- I2) DEMANDE que cette Commission fasse dans les trois mois rapport sur ses travaux.

### **Cour Suprême**

- I3) PROCLAME que pour défendre les droits de la personne humaine et les principes de liberté, l'Assemblée devra proposer la création d'une Cour de Justice capable d'appliquer les sanctions nécessaire pour faire respecter la Charte; qui à cet effet il sera possible à chaque citoyen des pays associés d'introduire devant la Cour, à tout moment et dans les délais les plus rapides, un recours en violation de ses droits tels qu'ils seront fixés par la Charte.

### **Unité Mondiale**

- I4) PROCLAME que la création de l'Europe Unie constitue un élément essentiel pour la création d'un monde uni.

7

## **RESOLUTION ECONOMIQUE ET SOCIALE**

L'Europe voit se dresser en face d'elle, en ce moment-ci, à la fois une crise majeure et une splendide occasion. Le système économique dont elle se réclamait a été mis en pièces par la guerre. L'aide généreuse que les Etats-Unis d'Amérique lui proposent en ce moment constitue pourvu que les Européens s'entendent pour travailler, selon des principes communs et des méthodes concertées, au développement de la force économique du continent. Tout espoir de redressement serait vain si chaque pays se bornait à essayer de reconstruire son économie nationale suivant les vieilles méthodes. Dans les conditions de la vie moderne, l'Europe n'atteindra le niveau d'existence auquel elle doit prétendre que si toutes ses ressources naturelles et industrielles sont mises en exploitation suivant des lignes d'action communes au continent entier. Aucun progrès dans cette direction ne pourra être réaliser une synthèse entre les aspirations

personnalistes et les nécessités économiques nouvelles. Mais toute organisation de cet ordre posant le problème de l'autorité, il est nécessaire, afin de la personne humaine, que les travailleurs et leurs organisations représentatives soient étroitement associés à la création et au développement de l'économie de l'Europe Unie.

LE CONGRES:

- 1) RECONNAIT que tout effort tendant à reconstruire l'économie de l'Europe sur la base de souverainetés nationales divisées et compartimentées est voué à l'échec.
- 2) PROCLAME qu'il est nécessaire et urgent d'établir une union économique en Europe.
- 3) CONSIDERE que cette union implique le maintien et l'adaptation progressive des liens économiques qui unissent aujourd'hui aux Métropoles européennes les Dominions, les Etats associés ou les territoires dépendants d'outre-mer.
- 4) SE FELICITE des premiers efforts déjà faits par certains gouvernements dans le sens d'une coopération plus étroite

8

ou des associations régionales; et espère que les études de la Conférence des Seize orienteront heureusement les solutions dont dépend le succès de l'Union Européenne.

**Recommandations immédiates**

- 5) INVITE instamment tous les gouvernements intéressés à annoncer aussitôt leur volonté de s'engager dans la voie de l'union économique et de mettre à exécution sans délai les mesures qui s'imposent à cette fin. Parmi celles-ci, l'on s'entendra pour inclure des dispositions tendant à:

**A. Echanges**

- 1) Eliminer progressivement et, aussitôt que possible, abolir complètement au sein de l'Union les obstacles au commerce qui résultent des restrictions quantitatives à l'échange des marchandises.
- 2) Réduire et, dans tout les cas où cela est possible, abolir finalement les tarifs douaniers entre les Etats participants.

**B. Monnaie**

- 1) Rétablir l'équilibre des budgets, condition primordiale dans chaque pas de la stabilité de la monnaie, et réduire, par tous moyens appropriés, y compris les politiques monétaires, les disparités de prix et de salaires, qui s'opposent aux échanges.
- 2) Procéder aussitôt que possible à l'institution de clearings multilatéraux ou créer, par l'adaptation des parités, des zones dans toute l'étendue desquelles les marchandises pourront circuler sans les entraves résultant du contrôle des changes.
- 3) Préparer ainsi la libre convertibilité des monnaies et le rétablissement progressif de la liberté du commerce entre les pays de l'Europe.

### **C. Production**

- 1) Promouvoir d'une part un programme concerté du développement des ressources agricoles et de l'équipement nécessaire à cet effet, pour assurer à l'Europe le niveau d'alimentation le plus élevé possible.

9

- 2) Encourager, en matière industrielle, la spécialisation technique ou régionale des activités et la rénovation des moyens techniques de production.
- 3) Etablir et réaliser un programme d'équipement commun pour les industries clés de toute activité économique, notamment pour l'exploitation et la répartition équitable des ressources charbonnières de l'Europe unie, ainsi que pour l'intensification de sa puissance électrique; pour la coordination et le rendement rationnel de ses moyens de communication.
- 4) Et en général établir un programme concerté de production, mettant en œuvre toutes les ressources et l'équipement des pays de l'Europe en conformité des besoins des populations.

### **D. Travail**

- 1) Elever au plus haut point le niveau de vie des populations de l'Europe notamment par l'application de toutes les mesures ci-dessus susceptibles d'augmenter la production; inviter les organisations professionnelles, économiques et sociales des différents pays à étudier en commun les moyens d'accroître la production et de rationaliser la distribution, tout en améliorant la condition sociale et en favorisant une équitable répartition des produits de l'activité économique.
- 2) Accroître dans toute la mesure du possible la liberté des déplacements des travailleurs et de leurs familles, tout en assurant aux immigrants les niveaux de salaires, la sécurité sociale, les conditions d'emploi et de vie du pays d'immigration.
- 3) Coordonner les politiques économiques en vue de favoriser le plein emploi en Europe.

#### **Objectifs ultérieurs**

- 6) CONSIDERE que, outre les premières mesures qui viennent d'être précisées, l'Union européenne devra par la suite assurer dans tout son étendue:
  - a) La libre circulation des capitaux;
  - b) L'unification monétaire;
  - c) L'assainissement concerté des politiques budgétaires et du crédit;

10

- d) L'Union douanière complète, comportant l'abolition de toutes les barrières opposées à la circulation des marchandises entre les pays de l'Union et

- l'application aux pays tiers de tarifs suffisamment modérés pour ne pas entraver les courants normaux et le développement du commerce mondial;
- e) L'harmonisation des législations sociales.

- 7) CONSIDERE que toutes les mesures préconisées pour l'organisation de l'Europe devront être conformées aux accords conclus ou à conclure, sous les auspices de l'O.N.U. ou des organes affiliés, en matière d'économie mondiale.

### **Conclusion**

Telle est la base économique sur laquelle les Européens pourront – et devront – appuyer les mesures sociales qui permettront, non seulement d'arrêter l'abaissement actuel du niveau de vie des masses, mais d'assurer enfin à tous des conditions supérieures d'existence, tant matérielles que culturelles, but final et unique de tout l'effort économique.

Dans les conditions ainsi améliorées, lorsque les mesquines rivalités des nationalismes auront été écartées, nous pouvons espérer que se développera en Europe une société harmonieuse, respectant les droits de la famille et garantissant la libre association des individus et des collectivités, ainsi que la protection des faibles et des déshérités.

Dans ce milieu et grâce à lui, sera créé un climat de liberté et de concorde où la personnalité humaine pourra s'épanouir pleinement et harmonieusement. Nous pouvons ainsi compter sur une vie sociale et économique dans laquelle l'Europe jouera dans le monde son rôle propre, celui d'une force constructive et pacifique.

### **ETUDES A POURSUIVRE**

Outre les éléments qui composent la résolution ci-dessus, le Congrès a considéré que certaines des propositions qui lui ont été présentées pourraient être utilement examinées par des organismes spéciaux, qui en étudieront la portée et les conditions d'application. Ces suggestions peuvent se résumer brièvement comme suit:

- 1) Etablissement d'une commission des migrations en vue d'organiser les mouvements de population en Europe et de prendre des mesures propres à faciliter l'absorption et le reclassement dans les communautés européennes et d'outre mer d'un million et demi de personnes déplacées;

11

- 2) Contribution économique et sociale à la réalisation du Plan Marshall;
- 3) Etude du statut de l'invention dans le cadre de l'Europe unie;
- 4) Libre circulation des voyageurs à travers l'Europe;
- 5) Elimination de la double taxation fiscale et harmonisation des charges fiscales pesant sur la production et le commerce;
- 6) Ouverture d'une enquête concernant les méthodes permettant d'éliminer progressivement la concurrence basée sur des disparités résultant de niveaux inférieurs des rémunérations et des conditions d'emploi, disparités qui, dans le passé, ont favorisé l'érection de tarifs élevés et d'autres barrières au commerce international;
- 7) Etude des aspects économiques du problème de la Ruhr.

## RESOLUTION CULTURELLE

### LE CONGRES:

Considérant que l'union européenne a cessé d'être une utopie pour devenir une nécessité, mais qu'elle ne peut être fondée durablement que dans une unité déjà vivante;

Considérant que cette unité profonde, au sein même de nos diversités nationales, doctrinales et religieuses, est celle d'un commun héritage de civilisation chrétienne, de valeurs spirituelles et culturelles, et d'un commun attachement aux droits fondamentaux de l'homme, notamment à la liberté de pensée et d'expression;

Considérant que les efforts pour nous unir doivent être soutenus et vivifiés par un réveil de la conscience européenne, que celle-ci doit être informée, stimulée, et dotée de moyens d'expression;

Considérant que pour cette fin précise, les organisations de culture mondiales, comme l'UNESCO, couvrent un champ trop vaste, tandis que les institutions nationales se limitent à un domaine trop étroit, de telle sorte qu'il n'existe pratiquement aucune institution européenne capable d'accomplir les tâches ci-dessus définies;

Prenant acte de l'Article III du Traité de Bruxelles qui invite instamment les gouvernements intéressés à encourager des échanges culturels par le moyen de conventions entre eux ou autrement;

### Centre de la Culture

- I) PROPOSE la création d'un organisme permanent qui aurait notamment pour tâche d'étudier la constitution et les attributions d'un Centre Européen de la Culture. Constitué en toute indépendance des contrôles gouvernementaux, cet organisme aurait pour mission générale de donner une voix à la conscience européenne, et pour tâches immédiates:
- A. De promouvoir le sentiment de la communauté européenne par le moyen d'informations et d'initiatives, dans le domaine de la presse, du livre, du film et de la radio, et aussi dans les établissements d'enseignement scolaires, universitaires et populaires.
  - B. D'offrir un lieu de rencontre aux représentants de la culture, afin qu'ils puissent exprimer un point de vue proprement européen sur les grandes questions intéressant la vie du continent, par voie d'appels à l'opinion et aux gouvernements.

- C. D'exercer une action de vigilance critique pour assurer ou restaurer la juste valeur des mots sans lesquels aucun pacte n'est possible.
- D. De proclamer:
  - a) le droit qu'a tout citoyen de connaître le faits bruts de l'actualité, indépendamment des interprétations et des commentaires;

- b) le devoir qui incombe aux gouvernements de garantir la satisfaction de ce droit, indépendamment de toute pression, de quelque nature qu'elle soit.
- E. De favoriser la libre circulation des idées, des publications et des œuvres d'art d'un pays à l'autre.
- F. De faciliter la coordination des recherches sur la condition de l'homme européen au XXe siècle, en particulier dans les domaines de la pédagogie, de la psychologie, de la philosophie, de la sociologie et du droit.
- G. D'appuyer tous les efforts tendant à la fédération des universités européennes, et à la garantie de leur indépendance par rapport aux Etats et aux pressions politiques; et de favoriser la collaboration étroite des corps enseignants, en vue notamment de procéder à une révision des manuels d'histoire, telle qu'elle a déjà été accomplie dans les Pays Scandinaves.

### **Institut de l'Enfance et de la Jeunesse**

- 2) CONSIDERE que l'avenir de l'Europe repose sur sa Jeunesse, et que la formation physique, intellectuelle et morale de cette Jeunesse dépend surtout des mères et des éducateurs.
- 3) SOUHAITE
  - A. Que les femmes et les éducateurs soient appelés à participer largement à toutes les Assemblées et de tous les Centres de culture;
  - B. Que soit créé un Institut Européen de l'Enfance et de la Jeunesse:
    - I) pour coordonner les efforts communs et étudier les mesures propres à résoudre, sur le plan européen, les problèmes actuels (alimentation des enfants-formation morale-rééducation de la jeunesse délinquante-réadaptation et

14

adoption de victimes de la guerre, orphelins, enfants abandonnés, enfants apatrides).

- 2) pour favoriser les échanges jeunes Européens de toutes conditions sociales, par des facilités de change et d'accueil (études-apprentissage-voyages d'information).

### **Droits de l'Homme**

- 4) CONSIDERE que la défense des droits de l'homme est l'axe même de nos efforts vers une Europe unie; qu'une Charte des Droits de l'Homme est insuffisante et qu'il faut lui conférer un caractère juridiquement obligatoire, en l'appuyant sur une Convention conclue entre les Etats membres de l'Union Européenne.
- 5) ESTIME que la garantie des droits implique l'établissement d'une institution supra-nationale telle qu'une Cour Suprême, organe de contrôle judiciaire, instance supérieure aux Etats, à laquelle puissent en appeler les personnes et les collectivités, et destinée à assurer la mise en œuvre de la Charte.



## **MESSAGE AUX EUROPEENS**

L'Europe est menacée, l'Europe est divisée, et la plus grave menace vient de ses divisions.

Appauvrie, encombrée de barrières qui empêchent ses biens de circuler, mais qui ne sauraient plus la protéger, notre Europe désunie marche à sa fin. Aucun de nos pays ne peut prétendre, seul, à une défense sérieuse de son indépendance. Aucun de nos pays ne peut résoudre seul les problèmes que lui pose l'économie moderne. A défaut d'une union librement consentie, notre anarchie présente nous exposera demain à l'unification forcée, soit par intervention d'un empire du dehors, soit par l'usurpation d'un parti du dedans.

L'heure est venue d'entreprendre une action qui soit à la mesure du danger.

Tous ensemble, demain, nous pouvons édifier avec les peuples d'outre-mer associés à nos destinés, la plus grande formation politique et le plus vaste ensemble économique de notre temps. Jamais l'histoire du monde n'aura connu un si puissant rassemblement d'hommes libres. Jamais la guerre, la peur et la misère n'auront été mises en échec par plus formidable adversaire.

15

Entre ce grand péril et cette grande espérance, la vocation de l'Europe se définit clairement.

Elle est d'unir ses peuples selon leur vrai génie, qui est celui de la diversité, et dans les conditions du vingtième siècle, qui sont celles de la communauté, afin d'ouvrir au monde la voie qu'il cherche, la voie des libertés organisées. Elle est de ranimer ses pouvoirs d'invention, pour la défense et pour l'illustration des droits et des devoirs de la personne humaine, dont, malgré toutes ses infidélités, l'Europe demeure aux yeux du monde le grand témoin.

La conquête suprême de l'Europe s'appelle la dignité de l'homme, et sa vraie force est dans la liberté. Tel est l'enjeu final de notre lutte. C'est pour sauver nos libertés acquises, mais aussi pour en élargir le bénéfice à tous les hommes, que nous voulons l'union de notre continent.

Sur cette union l'Europe joue son destin et celui de la paix du monde.

Soit donc notoire à tous que nous, Européens, rassemblés pour donner une voix à tous les peuples de ce continent, déclarons solennellement notre commune volonté dans les cinq articles suivants, qui résument les résolutions adoptées par notre Congrès:

### **ENGAGEMENT**

- 1) Nous voulons une Europe unie, rendue dans toute son étendue à la libre circulation des hommes, des idées et des biens.
- 2) Nous voulons une Charte des Droits de l'Homme, garantissant les libertés de pensée, de réunion et d'expression, ainsi que le libre exercice d'une opposition politique.
- 3) Nous voulons une Cour de Justice capable d'appliquer les sanctions nécessaires pour que soit respectée la Charte.
- 4) Nous voulons une Assemblée Européenne, où soient représentées les forces vives de toutes nos nations.

- 5) Et nous prenons de bonne foi l'engagement d'appuyer de tous nos efforts, dans nos foyers et en public, dans nos partis, dans nos églises, dans nos milieux professionnels et syndicaux, les hommes et les gouvernements qui travaillent à cette œuvre de salut public, suprême chance de la paix et gage d'un grand avenir pour cette génération et celles qui la suivront.